



REMERCIEMENTS

Le travail de BirdLife International dans le cadre du Partenariat pour l'Afrique est rendu possible grâce à le soutien des donateurs, y compris les gouvernements, les fondations, les autres ONG, notamment BirdLife Partners, entreprises et particuliers. De nombreux autres donateurs ont directement soutenu le travail décrit dans ce rapport grâce aux fonds fournis à BirdLife Partenaires. Au nom du partenariat BirdLife Africa, nous souhaitons remercier tous les donateurs qui continuent à rendre ce travail possible.

DONATEURS:

Aage V. Jensen Charity Foundation | A.G. Leventis Foundation and Tasso Leventis Foundation | Biodiversity and Protected Area Management Programme (BIOPAMA) | BirdLife International Rare Bird Club | BirdLife Species Champions for African vultures: Sean Dennis and Barry Sullivan | BirdLife Species Champion for White-winged Flufftail: Rockjumper Birding Tours | BirdLife Species Champion for Northern Bald Ibis: ZEISS | Cambridge Conservation Initiative Collaborative Fund for Conservation Champions of the Flyway | Critical Ecosystem Partnership Fund | German Government, Federal Ministry for Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety | European Union | Food and Agriculture Organization of the United Nations Global Environment Facility | Hempel Foundation | Pamela and Neville Isdell and Cara Isdell-Lee | The Isdell Family Foundation | IUCN Save Our Species | John D. and Catherine T. MacArthur Foundation | MAVA, Fondation Pour La Nature | Prince Albert II of Monaco Foundation | Rainforest Trust | The Reissing Family | Restore Our Planet | Royal Society for the Protection of Birds | United Kingdom, Darwin Initiative | United States Fish and Wildlife Service | Vogelbescherming Nederland | The Waterloo Foundation

CONTRIBUTIONS DES:

Abdul Dumbuya | Abigail G Hanky | Achilles Byaruhanga | Adama Sidibe | Alex Ngari | Alfonso Hernandez Rios | Christelle Makonga | Claudia Feltrup-Azafaf | Elena Serra Sanchez | Emmanuel Mgimwa | Fadza Matsvimbo | Geoffroy Citegetse | George Ganda | Hicham Elgatem | Jean Hugues Gardenne | Jean-Baptiste Deffontaines | Jimmy Muheebwa | John Mwacharo | Jonathan Onongo | Joseph Bizimungu | Kariuki Ndag'ang'a | Keddy Moleofi | Ken Mwathe | Lester Nanjala | Liz Mwambui | Melissa Howes-Whitecross | Narcisse Tehe | Natalie El-Assiouty | Oladapo Soneye | Rado Andriamasimanana | Raphael Nii Laate Lartey | Samson Zelleke | Samuel Bakari | Seydou Nacro | Sion Henshaw | Tania Nderitu | Tiwonge Gawa | Vony Raminoarisoa

Merci à tous les photographes et agences photographiques pour l'autorisation de reproduire leurs photos.

EDITEURS:

Lewis Kihumba & Fleur Ng'weno

PHOTO DE COUVERTURE:

Seychelles paruline adulte nourrissant poussin © Charli Davie



Partnership for
nature and people

BirdLife International is the world's largest nature conservation partnership. Together we are 115 BirdLife Partners worldwide – one per country – and growing, with almost 11 million supporters, 7,000 local conservation groups and 7,400 staff.

Find out more at www.birdlife.org/africa

CONTENTS



7 Points Saillants Du Programme



14 La sauvegarde des espèces



31 La conservation des sites et des habitats



49 Durabilité écologique



52 Les Populations

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA PAC



Les deux dernières années ont été d'une importance capitale pour le partenariat BirdLife Africa. Au cours de cette période, le partenariat a fait d'énormes bonds sur différents plateformes de dialogue sur la conservation à travers le continent.

Bien que nous acceptions que la pandémie de COVID-19 (qui d'ailleurs est une conséquence de notre interaction avec la nature) soit avec nous pour le long terme et aura un impact sur nos opérations, l'essentiel c'est maintenant de voir trouver des moyens pour sortir de ce cataclysme. Tout autour de nous, la nature est en déclin, les espèces sont au bord de l'extinction et la perte de biodiversité est à un niveau sans précédent, sans oublier bien sûr les aléas du changement climatique auxquels nous devons faire face. La nature c'est le noyau de toutes ces activités.

Il est urgent de recalibrer notre relation avec la nature. Le partenariat BirdLife, par le biais de son action, est prêt à jouer un rôle clé dans ces efforts. Pour aller plus loin dans nos efforts, il est nécessaire de renforcer les liens entre partenaires et de voir comment inscrire notre action dans la durée, si nous voulons créer un impact.

Je tiens également à féliciter le Secrétariat de BirdLife Africa, qui a joué un rôle déterminant, en travaillant main dans la main avec les partenaires africains et d'autres partenaires pour s'assurer que nos programmes continuent à avoir un impact sur nos vies et sur la nature à travers le continent. Comme l'illustre le rapport 2020 sur l'Afrique, le partenariat est bien placé pour garantir la protection de la biodiversité africaine. En entamant cette nouvelle ère, il nous incombe de préserver la nature pour les générations futures.

Dr. Sheku Kamara
Président de la PAC



La pandémie de COVID 19 a eu des répercussions dévastatrices sur la santé et l'économie mondiales et à bien d'autre égards. Mais il y a toutefois un côté positif. Nous devons redresser notre rapport avec la nature. De récents rapports des Nations unies, tels que la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), l'Evaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques, montrent que la biodiversité décline à un rythme alarmant, avec un million d'espèces menacées d'extinction. Dans la même spirale descendante, et malheureusement, le rapport sur les Perspectives mondiales de la biodiversité (GBO 5) montre qu'aucun des objectifs d'Aichi en matière de biodiversité n'a été atteint, six d'entre eux n'ayant été que partiellement atteints.

Il y a de la lumière au bout du tunnel ! Notre propre rapport sur [l'Etat des oiseaux dans le monde](#) présente une série d'exemples qui montrent qu'il y a une lueur d'espoir. Une [étude récente](#), dont notre propre Stu Butchart est l'auteur, a montré que jusqu'à 48 espèces d'oiseaux et de mammifères ont été sauvées de l'extinction grâce aux efforts de conservation. L'étude montre que le taux d'extinction des oiseaux et des mammifères depuis 1993 aurait été « trois à quatre fois plus élevé » si les mesures de conservation entreprises n'avaient pas eu lieu. Le partenariat BirdLife dans le monde entier, qui œuvre avec les gouvernements, les communautés locales et le secteur privé, constitue la meilleure illustration que la conservation fonctionne.

En tant que plus grand partenariat mondial pour la nature, nous avons la responsabilité de transmettre cette bonne nouvelle et de veiller à ce qu'elle soit mise en œuvre à grande échelle grâce à notre savoir scientifique de renommé mondial et à notre démarche ascendante. Nous vivons un moment où le partenariat BirdLife est particulièrement bien placé pour renverser le destin de la nature et assurer le changement transformationnel pour le bien-être des oiseaux, de la nature, de l'homme. De notre campagne [1Planet1Right](#) aux actions particulières que nous menons au niveau local dans nos propres pays, BirdLife a le pouvoir de porter un mouvement de changement. Après tout, nous représentons le pouvoir des masses.

Le rapport 2020 sur l'Afrique renferme des exemples de réussite plein d'inspiration de nos partenaires, qui confirment que même de petites actions aux niveaux local et national peuvent contribuer fortement à la protection et conservation de l'environnement mondial et aux programmes de développement. Je suis fier de ces faits marquants qui ne représentent qu'un échantillon du travail extraordinaire que le partenariat BirdLife met en œuvre à travers l'Afrique. De la sauvegarde de la forêt du Marais Tanoé-Ehy en Côte d'Ivoire, à l'inscription du parc naturel de Finima sur la liste de Ramsar, en passant par l'autonomisation des communautés locales au Maroc et l'éducation des jeunes en Zambie, la diversité de notre activité montre notre engagement à rechercher des solutions locales qui ont un impact mondial. Bien que nous soyons conscients du long parcours qui nous reste à accomplir, je suis convaincu que l'engagement de nos partenaires et notre travail en faveur de notre programme commun nous permettront réaliser nos objectifs.

Je vous souhaite une bonne lecture du rapport 2020 sur l'Afrique et vous remercie de faire partie de la famille BirdLife.

Patricia Zurita
PDG BirdLife International

DIRECTEUR RÉGIONAL DE BIRDLIFE AFRIQUE



Les expériences réussies des partenaires de BirdLife en Afrique m'inspirent plus qu'on ne le croit. Par exemple, au milieu des années 90, les populations d'ibis chauve du Nord, autrefois très répandues dans la région méditerranéenne, ont chuté à moins de 60 couples dans une seule colonie de reproduction dans le parc national de Souss-Massa, au Maroc. Grâce au partenariat entre BirdLife et d'autres organisations, nous avons pu renverser la voie vers l'extinction de cet oiseau. Actuellement, les populations sauvages d'ibis ont augmenté pour atteindre plus de 700 individus – et ce chiffre ne cesse d'augmenter ! Ce n'est là qu'un exemple des nombreuses réalisations de partenariats BirdLife en Afrique.

Avec ses 22 partenaires et une présence dans 40 pays sur le continent africain, BirdLife fait changer les choses dans le domaine de sauvetage des oiseaux menacés, protection de la biodiversité, des habitats critiques et corridors écologiques qui, dans le cas contraire, disparaîtraient à jamais. Il ne fait aucun doute que les efforts consentis dans la conservation fonctionnent.

Face à l'impact de COVID-19 et à des pertes sans précédent de la biodiversité, jamais notre travail n'a été aussi important qu'aujourd'hui. Qu'il s'agisse de sauver des espèces menacées comme les vautours, de protéger des habitats et des paysages clés ou de donner des moyens d'action aux citoyens – qui sont agents du changement – BirdLife est en première ligne de la conservation de la biodiversité. Le rapport Afrique met en exergue les réalisations des partenaires de BirdLife en Afrique. Il témoigne du fait que le pouvoir de la masse critique peut entraîner des changements transformationnels pour la nature.

Je profite de cette occasion pour sincèrement applaudir et apprécier tous les partenaires de BirdLife. Vous êtes nos héros et nos ambassadeurs du changement. A nos donateurs et partenaires stratégiques, nous sommes immensément reconnaissants de votre soutien. Un grand MERCI à mes collègues du secrétariat de BirdLife, dont la diligence et le dévouement ont contribué au succès de nos travaux. Les années à venir seront cruciales pour la nature. En tant que partenariat de BirdLife Afrique nous sommes bien placés pour tirer parti de notre travail et apporter une différence pour la nature, tant aux niveaux local que mondial au cours de la prochaine décennie.

Ademola Ajagbe
Directeur régional de BirdLife Afrique

POINTS SAILLANTS DU PROGRAMME



L'Initiative de la voie de migration Est Atlantique (EAFI)

Par Geoffroy Citegetse



Limosa lapponica Urok Bijagos Guinea Bissau février 2016 Photo: Fabien QUETIER 262

La survie des oiseaux le long de la voie de migration Est Atlantique dépend d'un réseau de sites s'étendant de l'Arctique à l'Afrique australe. Les oiseaux de rivage dépendent de quelques zones humides côtières d'Afrique de l'ouest, tandis que les oiseaux terrestres migrateurs dépendent de vastes paysages qui se dégradent rapidement. Les principales menaces sont l'expansion agricole (qui entraîne la perte et la dégradation des habitats), la chasse, la prédation, les collisions avec les infrastructures et l'impact du changement climatique. L'Initiative de la voie de migration Est Atlantique (EAFI) a été mise en place pour palier à ces problèmes. Initialement établie par 26 partenaires de BirdLife d'Europe et d'Afrique, l'EAFI a pris de l'envergure et compte actuellement 38 partenaires. L'objectif principal de l'initiative est le renforcement des activités des partenaires pour améliorer l'état de conservation des oiseaux migrateurs le long de la voie de migration de l'Est Atlantique.

L'EAFI encourage la production et le partage des connaissances sur les oiseaux. La surveillance des oiseaux d'eau le long de la voie de migration a été constante, les partenaires de BirdLife jouant un rôle important dans l'organisation, la coordination et la participation à cette surveillance. En conséquence, les connaissances sur les oiseaux terrestres ont été mises à jour en 2019 et des mesures pertinentes ont été mises en œuvre dans le cadre du plan d'action pour les espèces de tourterelles des bois.

Dans cette optique, de nombreux partenaires le long de la voie de migration soutiennent également les efforts déployés par la SPEA à l'encontre de la construction d'un nouvel aéroport dans l'estuaire du Tage, au Portugal - un site important pour l'ensemble de la voie de migration. Le groupe de travail sur l'EAFI coordonne également des actions de sensibilisation internationales en vue d'atteindre ce but.

L'EAFI tente également d'activer les objectifs du Plan d'action pour les oiseaux migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEMLAP) par le biais de son partenariat avec l'Agence panafricaine de la Grande Muraille verte. Le protocole d'accord signé avec cette agence prévoit que BirdLife dirige l'intégration de la biodiversité dans les programmes de la Grande Muraille verte, ce travail étant en cours. Une fois mis en place, ce partenariat offrira aux partenaires de la région un rôle stratégique et une plateforme de plaidoyer permettant d'influencer les processus nationaux et régionaux visant à restaurer les habitats et à promouvoir des pratiques agricoles durables afin d'assurer la conservation des oiseaux migrateurs.

Programme Flyways

Par Alex Ngari



Par rapport aux autres continents, l'Afrique a le plus faible accès à l'électricité par habitant. Plus de 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité, et la majorité d'entre elles ne bénéficient pas d'un approvisionnement fiable. L'électricité soutient le développement et catalyse la croissance économique. C'est pourquoi de nombreux gouvernements et organismes de développement africains ont donné la priorité à la lutte contre ce déficit pour stimuler la croissance économique. L'effet net de cette démarche est l'émergence de nombreux projets de production et de transport d'électricité, et l'expansion des projets existants sur tout le continent.

Alors que le sous-secteur des énergies renouvelables fait l'objet d'une attention accrue en tant qu'approche qui apportera de multiples avantages, notamment la lutte contre le changement climatique, l'absence de garanties énergétiques environnementales et sociales adéquates et leur application ont un impact négatif et non durable sur les communautés et la faune, notamment sur les oiseaux migrateurs en plein essor. L'Afrique est affectée par des infrastructures énergétiques mal déployées. En Egypte, au Maroc, au Soudan, en Ethiopie et en Afrique du Sud, il existe de nombreuses preuves de la mortalité d'oiseaux due aux infrastructures énergétiques.

Comme réponse à ce problème, les partenaires de BirdLife en Afrique ont pris des mesures proactives pour s'engager dans ce secteur. La création du Forum de BirdLife Africa Energy (BLAEF), approuvée lors de la réunion des partenaires en 2018, est l'une de ces mesures. Ce forum réunit les partenaires

pour, entre autres, échanger des informations sur les développements du secteur. Deux ans après le lancement du forum, des engagements importants ont eu lieu, notamment des échanges entre partenaires sur diverses questions pertinentes. En outre, les partenaires ont partagé des leçons et des expériences concernant l'engagement au niveau national sur les questions énergétiques ; BLAEF s'est donc révélé être une plate-forme utile pour l'apprentissage et le renforcement des capacités dans l'ensemble du Partenariat pour l'Afrique.

A propos du BLAEF

La plateforme BLAEF est composée de partenaires de BirdLife en Afrique. Le Forum est organisé par BirdLife Afrique du Sud. Par défaut, tous les partenaires sont membres du Forum. Comme chaque pays est concerné par le secteur de l'énergie, tous les partenaires sont invités à participer activement aux activités du Forum.

Pour plus d'informations sur BLAEF, veuillez contacter: blaenergyforum@googlegroups.com

Programme marin

Par Alfonso Hernandez Rios



Image Courtesy

Le programme de conservation marine de BirdLife pour l'Afrique de l'Ouest a été lancé en 2017 avec pour objectif général de restaurer et de conserver, grâce aux initiatives de collaborations, les populations d'oiseaux de mer et les écosystèmes côtiers de la région. Depuis sa création, une série d'approches globales, telles que le renforcement des capacités, la formulation de politiques marines judicieuses, l'engagement des communautés locales, une science de pointe et des interventions directes de conservation, ont été mis à profit pour sauvegarder le patrimoine marin de l'Afrique de l'Ouest. Actuellement, le programme coordonne les efforts des ONG, des gouvernements nationaux, des universités et des groupes de soutien aux sites dans sept pays afin de s'attaquer ensemble aux éléments perturbateurs directs aux colonies de reproduction des oiseaux de mer et aux prises accessoires de la pêche industrielle, et de renforcer les compétences en matière de surveillance et de gestion pour la conservation des sites essentiels pour les oiseaux de mer.

Au cours des trois dernières années, le programme a obtenu des résultats impressionnants, notamment la découverte d'au moins 30 nouvelles colonies de reproduction pour différentes espèces, y compris des espèces endémiques comme le Pétrel gongon (*Pterodroma feae*) ; l'identification, la cartographie et la documentation des habitats essentiels pour la conservation de la biodiversité, en plus d'une capacité régionale accrue pour la conservation des oiseaux de mer et la recherche en formant 19 étudiants en maîtrise ou en doctorat dans sept pays. D'autres activités consistent à jeter les bases d'un programme

de diplôme d'études supérieures en sciences marines en Guinée-Bissau – le premier du genre qui devrait permettre de former une nouvelle génération d'agents de conservation marine et de former 81 observateurs des pêches et 175 personnes à la surveillance des oiseaux marins, à la gestion des aires marines protégées, aux techniques de négociation, à l'approche éco-systémique des pêches et à l'écotourisme. En outre, le programme élabore un atlas de la sensibilité écologique et biologique dans les zones côtières et offshore de l'Afrique de l'Ouest, en particulier en ce qui concerne l'exploitation du pétrole et du gaz dans la région.

A l'avenir, le programme vise à se concentrer sur la gestion des prédateurs exotiques envahissants sur les îles principales, à atténuer l'impact environnemental du secteur de l'énergie par le biais des meilleures pratiques, à renforcer la gestion des zones marines protégées par l'identification et la délimitation des ZICO au sein et au-delà de la juridiction nationale et à développer un réseau régional d'oiseaux marins. Ces plans ambitieux ne peuvent être réalisés que grâce au soutien continu de nos partenaires et à l'engagement efficace des communautés locales qui sont les gardiens des ressources marines et qui en dépendent pour leur bien-être.

Conservation de la nature grâce à des partenariats communautaires en Tanzanie

Par Emmanuel Mгимwa, Nature Tanzania



Femme traquant une vache © BirdLife

Nature Tanzania poursuit sa participation aux efforts mondiaux de conservation des oiseaux et de leurs habitats en Tanzanie. Créée en 2016, Nature Tanzania compte aujourd'hui 170 membres et continue de croître. Au cours des quatre dernières années, l'organisation a franchi des étapes clés, notamment en soutenant avec succès la mise en œuvre du « développement d'un modèle d'écotourisme à assise communautaire au lac Natron, en Tanzanie », un projet de BirdLife financé par l'Initiative Darwin et mis en œuvre entre 2017 et 2020. Ce projet visait notamment à remédier à un développement touristique mal coordonné, à des sources de revenus limitées et à la capacité des communautés à pouvoir gérer les activités d'écotourisme, ainsi qu'à une sensibilisation limitée à la valeur de l'écosystème du lac. Le lac est un site de reproduction important pour les flamants nains (*Phoeniconaias minor*) qui permet la reproduction de 1,5 à 2,5 millions d'oiseaux constituant 75 % de la population mondiale de cette espèce. Le projet a permis de former les communautés locales à la gestion d'entreprises d'écotourisme, de soutenir l'élaboration d'un plan de développement du tourisme, de créer un fonds renouvelable destiné à la communauté de 6 500 £ pour faciliter l'octroi de petits prêts aux petites entreprises, de soutenir la restauration de l'écosystème par la plantation d'arbres dans les principaux bassins versants, de sensibiliser le public et de diffuser les résultats du projet par le biais de diverses plateformes.

En conséquence, le revenu mensuel de 1 038 personnes s'est considérablement amélioré. Plus de 7 500 arbres ont été plantés et 10 000 hectares de zones humides ont été protégés. En outre, un plan de développement touristique (TDP) visant à coordonner les investissements dans l'écotourisme a été élaboré et approuvé par le gouvernement et les parties

prenantes du projet. Afin de responsabiliser les communautés locales, deux stands ont été construits dans les villages de Ngare Sero et d'Oldonyo Lengai pour aider les femmes masai à vendre leurs perles dans un environnement protégé. En outre, 327 personnes (214 femmes, 153 jeunes et 23 guides touristiques) ont bénéficié du fonds renouvelable destiné à la communauté, qui a augmenté de 17 %, passant de 6 500 £ à 7 608 £ à la fin du projet. Plus important encore, l'intégrité du site a été maintenue et, pour la première fois, le nombre le plus élevé de flamants nains jamais recensés en un seul endroit en Afrique de l'Est (et peut-être dans le monde), a été enregistré avec 2,7 millions de flamants recensés en 2019.

« Nous nous sentons responsabilisés et nous remercions BirdLife International et le gouvernement d'avoir investi dans les femmes. Nous disposons maintenant d'un espace nous permettant de vendre confortablement nos perles aux touristes. Les femmes du lac Natron commencent à profiter des fruits de la conservation », a déclaré Mama Esuphat Ngoyasi, présidente de Ngare Sero Women.

Le projet a été financé par l'Initiative Darwin, Royaume-Uni, et a été mis en œuvre en étroite collaboration avec le gouvernement de Tanzanie. Les partenaires du projet sur le terrain comprenaient la Tanzania Wildlife Authority (TAWA), l'Initiative de développement communautaire de Ngare Sero Eramatare (EECDI), l'Association tanzanienne des voyageurs (TATO), l'Office du tourisme de Tanzanie (TTB), la Fondation Honeyguide, le conseil de district de Monduli, le conseil de district de Ngorongoro et le conseil de district de Longido, en plus de l'Organisation de développement pastoral des Masai (MPDO-LARETO)

BirdLife International à Sao Tomé-et-Principe

Par Jean-Baptiste Deffontaines



Entretien des sentiers © W. Alberto

En 2018, BirdLife International a lancé le projet STP/ECOFAC6 ayant pour objet de renforcer la gestion des parcs naturels, d'intégrer la biodiversité dans la prise de décision en matière de développement, de créer de nouveaux modèles de gestion des zones tampons impliquant les communautés et de trouver de nouveaux financements durables en faveur des zones protégées. BirdLife aide les autorités et les organisations de la société civile impliquées directement ou indirectement dans la gestion des parcs sur les deux îles et facilite le soutien technique et financier. Cela comprend l'achat et l'entretien d'équipements, le développement de mécanismes de surveillance des ressources naturelles, l'élaboration et la mise en œuvre d'un protocole de surveillance de la biodiversité et des menaces, des investissements visant à améliorer les installations des parcs, ainsi que la promotion d'entreprises de conservation axées sur les activités.

À ce jour, trois véhicules rénovés ont été mis à la disposition de la direction des parcs et forêts, tandis que 72 kilomètres de sentiers de randonnée ont été remis en état et sont entretenus régulièrement. En outre, le jardin botanique de Bom Sucesso a été remis en état et les infrastructures et les collections de flore ont été réhabilitées, tandis que trois portes d'entrée ont été construites et on envisage construire cinq avant-postes supplémentaires. Un autre aspect de cette aide est la promotion des entreprises de conservation axées sur les activités. À cette fin, 24 microprojets « alternatifs » (subventions pouvant atteindre 7 000 euros) ont été identifiés dans des communautés rurales fortement dépendantes des

ressources naturelles, ou même travaillant à une meilleure reconnaissance des points chauds de la biodiversité à l'échelle du paysage. En outre, 19 zones à haute valeur de conservation ont été préalablement identifiées à Sao Tomé.

En partenariat avec le gouvernement, BirdLife facilite la mise en place de modules de travail liés à l'évaluation des services écosystémiques (en utilisant la méthodologie TESSA), à la planification de la gestion des zones protégées (mise à jour des plans de gestion des parcs et du plan d'écotourisme associé) en plus du financement durable pour la conservation de la biodiversité. En outre, BirdLife mène une campagne de communication complète et durable dénommée Obô Ôvyô (qui signifie « forêt » dans les dialectes locaux). S'appuyant sur les initiatives ECOFAC6 financées par l'UE, le portefeuille de projets de BirdLife pour STP s'élargit. En conséquence, BirdLife a élaboré un plan stratégique pour São Tomé-et-Principe, pour la période 2020-2030, axé sur l'évolution d'une mosaïque de projets souvent pilotés par des donateurs vers un programme thématiquement cohérent, visant à créer des conditions favorables à la conservation de la biodiversité à São Tomé-et-Principe.

Protection des vautours d'Afrique

Par Samuel Bakari



Le programme de conservation des vautours de BirdLife en Afrique se fonde sur la stratégie de conservation des vautours de BirdLife (2016-2026) et le plan d'action multi-espèces pour les vautours d'Afrique-Eurasie (MsAP). Au cours des deux dernières années, le programme de conservation des vautours a franchi plusieurs étapes sur le continent.

La mise en place de Zone sûre pour les vautours (VSZ) est un élément essentiel de cette stratégie de lutte contre la mortalité des vautours. Le concept des zones sûres pour les vautours est conçu pour stabiliser ou augmenter les populations de vautours en encourageant des pratiques environnementales positives de la part des propriétaires/gestionnaires de terres. À ce jour, plus de 260 000 hectares de terres ont été sécurisés en Afrique australe, plus de 200 000 ha en Zambie et plus de 60 000 ha au Zimbabwe pour l'établissement de Zones sûres pour les vautours. En Afrique du Sud, les discussions avec les propriétaires fonciers sont bien engagées et les premières zones sûres pour les vautours devraient bientôt voir le jour.

Le programme de BirdLife sur les vautours s'intéresse également au commerce des parties de vautours sur le continent. Au Nigeria, une série de réunions et d'ateliers avec des guérisseurs traditionnels ont eu lieu pour discuter des alternatives durables et des discussions sur des alternatives à base de plantes sont en cours. Le commerce des parties de vautours a été identifié comme le principal moteur de la récente intoxication massive de vautours charognard en Guinée-Bissau. Pour faire face à cette menace, BirdLife a lancé un réseau transfrontalier (en

Guinée-Bissau, au Sénégal et en Gambie) pour répondre à de tels cas et a soumis une demande de financement à SOS-UICN pour soutenir d'autres mesures d'urgence.

Il est essentiel de combler les lacunes en matière de connaissances sur les vautours et de sensibiliser le public aux efforts de conservation. Des études visant à identifier les principales menaces qui pèsent sur le vautour percnoptère ont été menées dans les régions Afar et Oromia d'Éthiopie. En outre, plus de 20 vautours percnoptères ont été marqués en Éthiopie et à Djibouti. L'empoisonnement reste la plus grande menace pour les vautours. Le programme de conservation des vautours a mis au point des mécanismes de lutte contre l'empoisonnement et de réaction rapide qui ont été déployés au Kenya, au Zimbabwe et au Botswana. Ces deux dernières années, des progrès remarquables ont été réalisés dans la réduction de la mortalité des vautours due à l'intoxication des carnivores par représailles. À l'avenir, le programme relatif aux vautours vise à étendre la conservation des vautours à l'ensemble du partenariat, à étendre les zones sûres pour les vautours en Afrique de l'Est et à renforcer la capacité à pouvoir faire face aux impacts croissants de la production et de la distribution d'énergie sur les populations de vautours en Afrique.

La sauvegarde des espèces

L'un des piliers importants de la stratégie de BirdLife est la prévention de l'extinction. En Afrique, BirdLife a réalisé d'énormes progrès dans le domaine de la sauvegarde des espèces menacées. BirdLife met actuellement en pratique dans 15 pays des mesures visant à mettre fin au déclin des populations de vautours sur le continent, notamment des enquêtes, des activités de suivi, des mesures d'atténuation des risques d'empoisonnement et la création des aires de protection des vautours d'une surface de plus de 250 000 ha, ainsi que l'implication des parties prenantes pour s'attaquer aux échanges dans le domaine de l'usage fondé sur les croyances, entre autres. En dehors des vautours, des mesures ont également été prises pour améliorer le statut de 30 oiseaux menacés, dont deux – le perroquet écho et l'ibis chauve – ont été inscrits sur la liste rouge de l'UICN, passant respectivement d'espèce menacée à espèce vulnérable et de la catégorie d'espèces en danger d'extinction à catégorie d'espèces sérieusement en voie de disparition.

Une surveillance continue des oiseaux communs est entreprise au niveau des paysages et des sites, avec huit partenaires de l'Initiative pour la voie de migration des oiseaux de l'Atlantique Est (EAFI) qui participent au recensement des voies de migration 2020. En outre, BirdLife s'efforce de lutter contre la mortalité des oiseaux de mer et des tortues par les prises accessoires grâce à un certain nombre d'interventions entreprises dans dix pays, dont sept en Afrique de l'Ouest. Certaines de ces interventions consistent notamment à combler les lacunes en matière de connaissances en réalisant des études et en assurant le suivi, la formation et la sensibilisation, entre autres. Dans cette section, nous allons présenter les interventions des partenaires de BirdLife en Afrique du Sud, au Botswana, au Malawi, à Maurice, en Ouganda, au Zimbabwe et en Tunisie qui visent à assurer la protection des espèces sur tout le continent.

« J'ai développé ma passion pour les oiseaux et l'ai utilisée pour influencer mes pairs au niveau de la communauté afin qu'eux aussi chérissent les oiseaux et comprennent leur importance pour l'écosystème »

Obonetse Maoto, guide issu de la communauté locale de Makgadikgadi dans le sud de Suda.



BOTSWANA



Participants BPM pendant la période de collecte des données. © Lecture Kenosi

Une décennie de participation communautaire à la protection des oiseaux au Botswana

Par Keddy Moleofi

« J'ai développé ma passion pour les oiseaux et l'ai utilisée pour influencer mes pairs au niveau de la communauté afin qu'eux aussi chérissent les oiseaux et comprennent leur importance pour l'écosystème », explique Obonetse Maoto, guide issu de la communauté locale de Makgadikgadi dans le sud de Sua.

Il fait partie du Bird Population Monitoring Programme (BPMP), Programme de surveillance des populations d'oiseaux (BPMP) mis en place par BirdLife Botswana (BLB) et ses partenaires en 2010. Ce programme, qui fait partie d'un effort mondial de surveillance des oiseaux terrestres dans le monde entier, est soutenu par la Royal Society for the Protection of Birds (RSPB), Société royale pour la protection des oiseaux. Le BPMP vise à démontrer l'importance des oiseaux en tant qu'indicateurs de l'état des écosystèmes. Les décideurs peuvent ensuite mettre à profit cette information pour convaincre le leadership politique à trouver des solutions appropriées pour la gestion de la biodiversité.

Parmi les objectifs de ce programme il y a notamment le développement d'un indice mondial des oiseaux sauvages (Wild Bird Index – WBI) pour le Botswana, montrant les tendances des populations aviaires au fil du temps. Ces

tendances seront ensuite utilisées pour établir les priorités en matière de conservation, orienter les efforts d'élaboration de législations pertinentes et rendre compte des changements de la biodiversité dans le pays. En même temps, le programme renforce les capacités des communautés locales dans l'identification et la sensibilisation sur les oiseaux, accroître la participation des communautés à la surveillance des espèces sauvages, à la conservation de la biodiversité et amélioration des moyens de subsistance.

Une grande partie du travail de BirdLife Botswana est axée sur la surveillance et la conservation des oiseaux menacés au niveau mondial ainsi que les oiseaux communs négligés. Désormais, les interventions de surveillance ont lieu deux fois par an, en février et en novembre. Le coordinateur du BPMP mobilise les participants, anime les ateliers de formation sur tout le territoire national, produit des rapports relatifs à chaque période de recensement et entreprend les activités de collecte de fonds. La participation des communautés rurales est un aspect essentiel du BPMP. Depuis 2010, le BPMP a organisé plus de 70 ateliers de formation à l'échelle nationale et a formé plus de 8 000 participants. Jusqu'à présent, 650 transects (ligne virtuelle ou physique que l'on met en place pour étudier un

phénomène où l'on comptera des occurrences) ont fait l'objet de suivi par 900 bénévoles.

« Depuis que j'ai intégré ce programme de surveillance des oiseaux en 2011, ma confiance en tant que guide a énormément augmenté », note Bole Danabe, un guide communautaire local du sanctuaire de Nata. « J'ai également développé un énorme intérêt pour les oiseaux et j'essaie d'identifier chaque oiseau que je vois ».

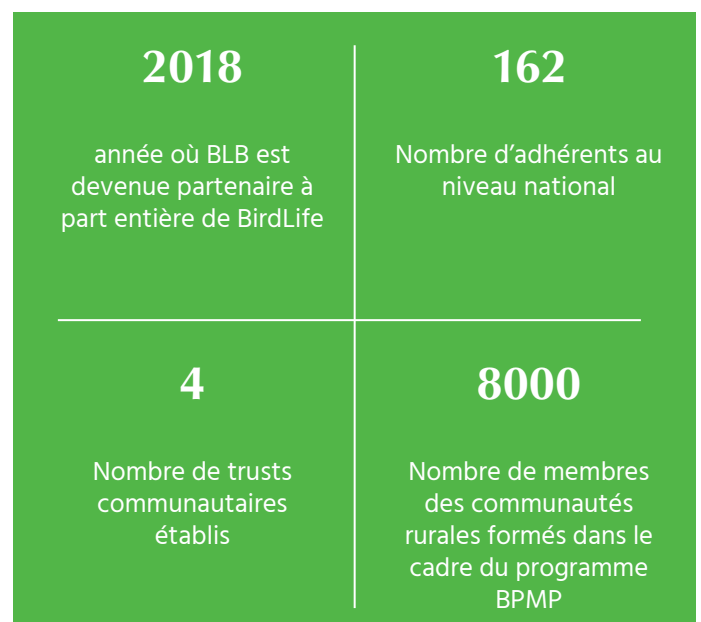
Au cours de sa première décennie, le projet a connu un certain nombre de difficultés. Il s'agissait particulièrement du développement des compétences nécessaires pour l'identification des oiseaux à partir de leurs cris, introduction d'un biais géographique dans l'ensemble des données pour les villes et les villages, car c'est là que se trouvent la plupart des ornithologues expérimentés, ce qui signifie que les zones reculées ne sont pas bien couvertes, de donner des noms locaux aux transects ne pouvant pas être localisés sur les cartes et de remédier au manque de financement pour soutenir la participation des communautés rurales en leur offrant des incitations telles que des t-shirts, des chapeaux, des tasses et en organisant des ateliers pour leur permettre de faire part de leurs réactions vis-à-vis des données de surveillance.

Pour relever ces défis, BirdLife Botswana a produit un guide sur DVD présentant 570 espèces d'oiseaux du Botswana. Le DVD renferme différentes informations sur les oiseaux ; photos, descriptions, taille, cris, cartes de distribution et noms scientifiques, en anglais et en langues locales. Une trousse d'outils de surveillance a été développée. On y trouve notamment un guide « d'oiseaux difficiles à identifier », et 5 000 exemplaires d'un dépliant sur les oiseaux communs du Botswana. Grâce au soutien financier de la National Geographic Society, nous allons pouvoir acheter des enregistreurs audio pour enregistrer les chants d'oiseaux non identifiés sur les transects.

Au cours de la dernière décennie, le BPMP a connu un succès remarquable. Les données sur la surveillance de la population d'oiseaux terrestres communs ont été utilisées pour influencer les politiques relatives à la conservation des oiseaux. Le Département de la faune et des parcs nationaux (DWNP) s'est servi de ces données pour orienter la délivrance de quotas pour les permis de chasse aux oiseaux sauvages et pour estimer la distribution et la composition des oiseaux terrestres communs dans les parcs et les réserves de chasse. Elles ont également été utilisées par le Département de la production agricole pour le contrôle du Travailleur à bec rouge, oiseau ravageur des cultures. Le BPMP a récemment contribué à l'élaboration du rapport 2020 sur l'état de l'environnement au Botswana. Les données fournissent une mesure scientifique de la biodiversité du Botswana par le biais de l'élaboration de l'indice national des oiseaux sauvages et contribuent à réduire la surexploitation des ressources naturelles.

Le programme BPMP a permis aux communautés rurales de prendre part à la conservation de la biodiversité. Actuellement, 250 personnes surveillent 120 transects. Un certain nombre de membres des communautés rurales ont rejoint les activités d'organisation de safaris en tant que guides, grâce aux compétences acquises dans le cadre de ce programme de surveillance. D'autres membres s'intéressent de plus en plus à l'élevage du gibier à plumes, et de nombreux membres de la communauté font appel à Botswana Birdlife pour savoir comment créer des entreprises de tourisme ornithologique sur leurs exploitations. Le bureau reçoit également un certain nombre d'appels de membres de la communauté qui signalent des oiseaux blessés, ce qui montre que la communauté se soucie désormais de ses oiseaux et de l'environnement.

«Le programme est très utile car il permet de montrer les fluctuations de certaines espèces communes, les contractions et l'expansion des aires de répartition. A titre d'exemple, nous pouvons conclure, grâce au travail de ce programme que le nombre de bruants à poitrine dorée et de pingouins à plumes écailleuses augmentera et diminuera en fonction des conditions », explique Chris Brewster, responsable BPMP. Le rapport de 2020, rassemblant neuf années de données, montre une forte baisse du nombre d'aigles et de milans à bec jaune, tandis que la tendance des vautours et du calao terrestre du sud est à la baisse. Le nombre de corbeaux du Cap a fortement diminué et la population de corbeaux pie est stable. Le rapport recommande la mise en place d'un programme de surveillance des rapaces et la réalisation d'un plus grand nombre d'enquêtes pour déterminer les estimations de population et la répartition des vautours, des aigles, du calao terrestre du Sud et de l'oiseau secrétaire au Botswana.



MALAWI



WESM ouvre la voie à la conservation des perroquets au Malawi

Par Lester R. Nanjala

En 2005, lors d'un recensement annuel de la faune sauvage organisé par la Wildlife and Environmental Society of Malawi (WESM, partenaire de BirdLife) dans le parc national de Liwonde, un certain nombre d'inséparables rose-gorges *Agapornis lilianae*, *Agapornis lilianae*, minuscule perroquet africain, ont été retrouvés morts dans une piscine empoisonnée. Cela a déclenché le début d'un effort à multiples facettes pour conserver cette espèce presque menacée et tous les perroquets du Malawi.

Suite à cette découverte, WESM a lancé un programme d'évaluation des populations d'inséparables rose-gorges. La perte importante d'habitats naturels à l'échelle mondiale provoquée par la conversion des habitats naturels en projets de développement, établissement humain et l'agriculture, associée à des incendies incontrôlés et aux variations climatiques a entraîné la perte et la dégradation d'habitats d'oiseaux, autrefois riches.

En 2010, WESM a obtenu le premier financement de Strunden Papageien Stiftung pour étudier la situation. Un soutien a également été apporté par Good Gifts, par l'intermédiaire de BirdLife International, qui est depuis lors devenu un partenaire clé soutenant le travail mené à Liwonde. Au fil des ans, le programme s'est étendu à d'autres espèces de perroquets dans le pays, notamment le perroquet à tête grise, le perroquet à tête brune et le perroquet de Meyer.

Certains des travaux actuellement menés comprennent la surveillance des populations de six points d'eau et de trois sites de nidification, en plus des activités de sensibilisation de la communauté sur la conservation des perroquets. Une étape importante du programme a été le développement en cours d'un livret « Perroquets du Malawi » destiné à être utilisé par les protecteurs de la vie sauvage autour du parc national de Liwonde. Cette initiative est également soutenue par le World Parrot Trust

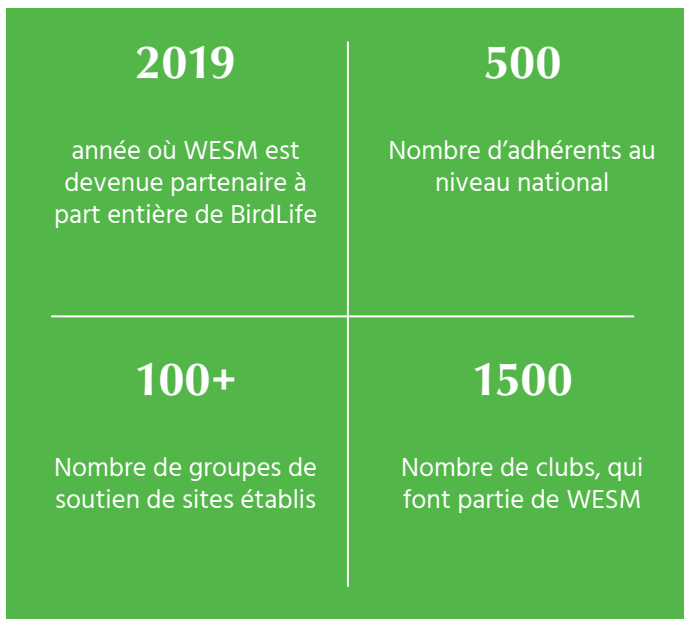
Un autre aspect de ce programme a consisté à effectuer des comptages de perroquets pour obtenir des informations essentielles et éclairer les processus de prise de décision en matière de conservation. Par conséquent, WESM et African Parks (AP) ont organisé une journée de comptage de perroquets dans le parc national de Liwonde en novembre 2019. Cet exercice a constitué une plateforme de collaboration unique, réunissant les clubs environnementaux et de faune sauvage des écoles sous une même égide pour la conservation des perroquets.

L'événement visait à sensibiliser les élèves au statut des espèces de perroquets du Malawi, à leur transmettre des compétences de base pour estimer la taille de la population de ces perroquets et à les sensibiliser à l'importance des perroquets pour la conservation de l'environnement local. L'engagement des élèves du primaire établit une base solide pour la protection et la conservation durables de la biodiversité

des oiseaux, qui dépend de la compréhension, de l'appréciation et de la participation des jeunes aux efforts de conservation, comme le stipule le Plan d'action stratégique national pour la biodiversité II (NBSAP II).

« L'un des principaux défis a été l'accès au parc pendant la saison des pluies ; nous espérons que cela va maintenant s'améliorer grâce à la nouvelle planification de la gestion des parcs africains visant à en améliorer l'accès », note le Dr Tiwonge Mzumara-Gawa, président national de WESM. « Un des points forts de ce programme est le fait que les oiseaux sont devenus un élément clé du processus d'établissement de rapports et un sujet de débat dans le cadre des activités touristiques de la région. Auparavant, le Département des parcs ne faisait état que les cas d'empoisonnement de mammifères ; maintenant, ce comptage prend en compte également les perroquets. Beaucoup de gens que je rencontre me disent que lorsqu'ils vont à Liwonde, ils entendent parler des perroquets et du travail de WESM dans cette région. »

« Il est prévu qu'une fois que la brochure « Perroquets du Malawi » sera publiée, plus de gens seront conscients de l'importance et du statut des perroquets au Malawi, ce qui galvanisera davantage le travail de conservation. Une fois que nous aurons finalisé le livret et que nous l'aurons lancé, nous aimerions également qu'il soit utilisé dans les pays voisins, notamment en Zambie et au Mozambique », conclut M. Tiwonge.



« L'un des principaux défis a été l'accès au parc pendant la saison des pluies ; nous espérons que cela va maintenant s'améliorer grâce à la nouvelle planification de la gestion des parcs africains visant à en améliorer l'accès. »

Dr Tiwonge Mzumara-Gawa,
président national de WESM.



Des élèves, des responsables de WESM et d'AP lors d'une promenade en bateau au camp de Mvuu dans le cadre de l'activité de comptage des perroquets



Activité de terrain Echo parakeet : par Jacques de Spéville

Sauvé du bord du gouffre : La perruche de Maurice

Par la fondation Mauritian Wildlife

La fondation Mauritian Wildlife (partenaire de BirdLife), avec le soutien de ses partenaires, a restauré un certain nombre de populations d'oiseaux endémiques que l'on croyait autrefois vouées à l'extinction à Maurice et sur la petite île de Rodrigues. L'une des plus grandes réussites est la récupération de la perruche de Maurice, *Psittacula eques* – la seule espèce de perroquet endémique survivant dans les îles des Mascareignes.

Les perruches de Maurice étaient autrefois très répandues à Maurice ; le nombre a commencé à diminuer au 17^e siècle. La destruction de l'habitat due à l'activité humaine et la dégradation de l'habitat due aux espèces végétales exotiques envahissantes, à la réduction de la disponibilité de la nourriture et le nombre d'arbres endémiques formant des cavités. L'introduction de rats noirs, *Rattus rattus* et de macaques de buffon, *Macaca fascicularis*, prédateurs des œufs et des poussins de cet oiseau, et le martin triste *Acridotheres tristis* et les perruches à collier *Psittacula krameri*, concurrents pour les sites de reproduction. La population de perruches à cou annelé est tombée à moins de 20 oiseaux dans les années 1980. Il s'agissait du perroquet le plus rare au monde.

Les techniques de conservation utilisées comprenaient la protection de l'habitat par la création du parc national de Black River Gorges en 1993 et par l'introduction de parcelles clôturées et désherbées connues sous le nom Conservation Management Areas (CMA), gestion des aires la conservation. A partir de 1997, les efforts se sont intensifiés, avec la fourniture et la protection des sites de reproduction et la manipulation des couvées sauvages pour augmenter la productivité - surveillance régulière des nids actifs, sauvetage des poussins en mauvaise santé et en sous-poids, élevage à la main, relâchement des poussins dans la nature ainsi que le relâchement des oisillons de perruche Écho élevés en captivité.

Des aliments supplémentaires et des nichoirs en bois ont été fournis aux oiseaux sauvages pendant de nombreuses années, sans aucun résultat positif. Ce problème a été résolu en introduisant ces deux ressources lors de l'élevage des oiseaux en captivité. Le premier oiseau à utiliser un nichoir dans la nature a été un oiseau élevé en captivité en 2001. Dans les années qui ont suivi, les oiseaux sauvages ont appris ces pratiques des oiseaux relâchés et aujourd'hui, la plupart des perruches de l'île Maurice se reproduisent dans des nichoirs

artificiels et des aliments supplémentaires fournis dans le cadre de ce projet - cela s'est avéré être une avancée majeure.

En 2005, une tentative d'établir une sous-population à Combo, dans le parc national Black River Gorges a échoué. Les jeunes oiseaux ont contracté la maladie du bec et des plumes du psittacidé (Pbfd), provoquant une dystrophie des plumes et une immunodépression. L'épidémie ne s'est pas limitée à Combo et a touché toute la population, entraînant un certain nombre de décès d'oiseau. Il a fallu revoir notre copie.

En 2014, la population de la perruche de Maurice avait augmenté de manière significative, mais était toujours limitée au parc national Black River Gorges. Les perruches écho ont alors été réintroduites dans deux zones de leur ancienne aire de répartition, la vallée de Ferney (montagnes de Bambou) au sud-est, et dans la forêt Ebony (Chamarel) au sud-ouest. De 2015 à 2017, 73 oiseaux ont été relâchés à Ferney, et de 2018 à 2019, 50 oiseaux ont été relâchés dans la forêt Ebony. Le taux de survie après libération était élevé, mais comme les oiseaux ont été capturés très jeunes, un certain nombre d'entre eux s'étaient attachés au site d'origine et y sont retournés après leur libération.

Un oisillon de perruche de l'île Maurice non bagué a été capturé et bagué à Ferney en mars 2017 – cet oiseau venait probablement du projet lancé lors de la première tentative de reproduction faite dans les montagnes de Bambou. Le premier site de reproduction dans les montagnes de Bambou a été découvert en 2018 dans une cavité d'arbre dans la Vallée de l'Est, à trois kilomètres du site de lâcher initial.

« Le projet Echo Parakeet est un exemple important qui démontre comment une gestion intensive de la conservation axée sur une espèce peut être extrêmement réussie, et est sans doute essentielle dans des habitats fortement modifiés comme ceux que l'on trouve à Maurice », note Sion Henshaw,

responsable de la faune à la fondation Mauritian Wildlife.

Aujourd'hui, la population de perruche de l'île Maurice est estimée à plus de 800 oiseaux à l'état sauvage. Elle compte deux sous-populations florissantes dans le parc national de Black River Gorge et a été réintroduite dans deux autres zones de son ancienne aire de répartition. Au cours de la dernière saison de reproduction (2019/20), 143 couples reproducteurs ont réussi à produire 226 oisillons.

En décembre 2019, la perruche de l'île Maurice a été déclassée de la catégorie « en danger » à la catégorie « vulnérable » dans la liste rouge des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature. Il s'agit d'une étape importante pour le projet, qui enregistre une forte croissance de la population depuis que l'espèce a été déclassée de la catégorie « en danger » en 2007. Les efforts de conservation déployés pour sauver la perruche de l'île Maurice ont été couronnés de succès, grâce au travail du personnel et des bénévoles du projet, à l'aide de chercheurs et de conseillers essentiels, et au soutien des partenaires.

Il reste encore du chemin à faire avant de pouvoir atteindre les objectifs escomptés. L'examen continu des pratiques de gestion de la conservation par la recherche scientifique fera partie intégrante du projet. L'un des principaux objectifs du projet est de réduire la surveillance de la population au fil du temps afin qu'elle puisse revenir à un état plus « naturel » nécessitant une intervention minimale. Pour y parvenir, d'autres facteurs, dont la destruction massive de l'habitat, devront être pris en compte afin d'assurer la survie à long terme de la perruche de l'île Maurice.

2018	18
année où MWF est devenu partenaire de BirdLife	Nombre de membres au niveau national
2	+ de 800 ha
Nombre de groupes de soutien de site	Estimation du nombre de perruche de l'île Maurice dans la nature



Activité de terrain Echo parakeet : par Jacques de Spéville



Œuvrer main dans la main pour sauver le circaète barré

Par Dr Melissa Howes-Whitecross

Le circaète barré, *Circaetus fasciolatus* est un prédateur cryptique et insaisissable de la ceinture côtière de l'Afrique de l'Est et des corridors riverains au sud du Sahara. Ces rapaces spécialisés occupent la matrice des dunes côtières/forêts de sable et des prairies des basses terres du biome de la ceinture côtière de l'océan Indien et s'associent souvent à la végétation riveraine dense le long de nombreux grands fleuves d'Afrique de l'Est. Leur présence est très fragmentée dans cette zone. L'Afrique australe compte trois sous-populations, la plus méridionale dans la région Maputaland du nord du KwaZulu-Natal et le sud du Mozambique, une petite sous-population dans le sud-est du Zimbabwe et une autre dans le centre du Mozambique.

Sur le plan historique, le Circaète barré se produisait plus au sud, la localité type étant enregistrée sous le nom de Durban. La population de ces rapaces a déjà subi une diminution due à l'expansion des établissements humains, exploitation agricole intensive (cane à sucre), plantations de bois, barrages de rivières et à l'exploitation minière, activités qui se sont soldées par la réduction des forêts côtières et les prairies sur la côte du KwaZulu-Natal. La population locale de ces oiseaux a été élevée au rang de population en danger critique d'extinction

en Afrique du Sud en 2015, avec une estimation de moins de 50 individus matures. Au niveau mondial, l'espèce est quasi menacée, avec une vague estimation de la population se situant entre 670-2000 individus avec une tendance à la baisse.

En 2015, BirdLife Afrique du Sud a entamé une étude dans le nord de KwaZulu-Natal, sous la direction des docteurs David Allan et Andrew Jenkins et de plusieurs parties prenantes telles que l'éminent expert sur les circaètes barrés, Hugh Chittenden. En 2018, Dr Melissa Howes-Whitecross a été nommé responsable du projet Raptor & Large Terrestrial Bird (Rapaces et grands oiseaux terrestres) au niveau de BirdLife Afrique du Sud. Le projet de la conservation des circaètes barrés lui a été confié. Sphamandla Junior Gabela, guide local expérimenté et Caroline Howes-Whitecross, une doctorante, ont réalisé une étude approfondie des plantations de bois du nord du KwaZulu-Natal, y compris au niveau du parc de la zone humide d'Isimangaliso, fief actuel des circaètes barrés. Sept territoires habitats de circaète barrés ont été identifiés dans les propriétés forestières et trois dans le parc de la zone humide d'Isimangaliso.

L'équipe a été impressionnée par la diversité des oiseaux qui se

servent des couloirs de la forêt naturelle qui longent les lignes de drainage entre forêts. Ces couloirs constituent un facteur important pour la biodiversité, en particulier pour les reptiles, source de nourriture essentielle pour les oiseaux. Les poches naturelles de forêt à l'intérieur des plantations, les clairières sous les lignes électriques et les voies ferrées qui traversent les plantations ont presque recréé une matrice forêt-prairie côtière. Les traverses de chemin de fer en béton sont préférées par les petits reptiles pour se prélasser au soleil le matin, et les patients des ESB qui utilisent les pylônes de chemin de fer comme perchoir de chasse se contentent d'observer et d'attendre que leurs proies émergentes.

De même, les poteaux électriques avec des prairies claires et ouvertes en dessous constituent des perchoirs de chasse idéaux pour les circaètes barrés. Malheureusement, ces perchoirs comportent un élément de danger. Lorsque les circaètes barrés atterrissent sur lignes électrique, l'impact relie parfois deux fils sous tension et ils sont immédiatement électrocutés. Cela se produit en particulier lorsqu'ils se perchent sur des boîtes de transformateurs montées sur des poteaux, responsables d'au moins quatre cas connus d'électrocution de ces oiseaux au KwaZulu-Natal.

« C'est encourageant de voir un rapace hautement spécialisé s'adapter à un environnement en évolution rapide et utiliser de nouveaux habitats anthropiques. Dans le cadre de notre travail, il est important que nous abordions et atténuions toutes les menaces que ces paysages peuvent représenter pour la faune sauvage afin d'assurer leur survie continue aux côtés de l'humanité », note le Dr Hanneline Smit-Robinson, responsable de la conservation à BirdLife Afrique du Sud.

Eskom (la compagnie d'électricité) s'est engagée à aider à prévenir les impacts négatifs que son infrastructure électrique présente sur les oiseaux dans toute l'Afrique du Sud par le biais du Partenariat Ingula, une collaboration entre Eskom, BirdLife Afrique du Sud et le Middelpunt Wetland Trust.

<p>1996</p> <p>année où BirdLife South Africa est devenu partenaire de BirdLife</p>	<p>3577</p> <p>Nombre d'adhérents au niveau national</p>
<p>2</p> <p>Nombre de groupe de sites de soutien</p>	<p>62</p> <p>Nombre de boîtes de transformateurs modernisées dans le cadre du projet SBSE</p>

Le Dr Howes-Whitecross a reçu un soutien financier pour réaliser une modélisation écologique qui a permis d'identifier la distribution principale des circaètes barrés dans le nord de KwaZulu-Natal. Elle a ensuite superposé le réseau de boîtes de transformateurs sur poteau d'Eskom afin de démontrer des risques d'électrocution d'oiseaux que ces infrastructures présentent dans les zones peuplés par les circaètes barrés, ce qui nécessite des efforts urgents d'atténuation.

En juillet 2019, un synopsis des défis d'ordre biologiques et de conservation auxquels est confronté cet oiseau a été présenté à la direction de l'environnement et des opérations de KwaZulu-Natal (KZN) et aux représentants de l'autorité provinciale de conservation EKZNW (Ezemvelo KZN Wildlife). KZNOU a lancé un projet appelé « Southern Banded Snake Eagle Project » dans le cadre duquel Eskom s'est engagé à rénover 62 boîtes de transformateurs à haut risque. L'installation de couvercles isolants pour les câbles de raccordement sous tension coûte en moyenne 30 000 rands (environ 1 800 dollars US) par boîte. Eskom a engagé du personnel et des ressources dans cet effort de conservation, et a contribué à soutenir le travail de conservation de BirdLife Afrique du Sud, par le biais du partenariat Ingula, qui dure depuis plus de quinze ans. A la fin de 2019, les 62 boîtes de transformateurs ont été modernisées ; la rapidité de la réaction d'Eskom à cette menace est louable.

En 2020, BirdLife Afrique du Sud, par l'intermédiaire du partenariat Ingula, a équipé deux circaètes barrés femelles de dispositifs de télémétrie afin d'en savoir plus sur les déplacements et l'utilisation de l'espace par les oiseaux dans la ville de Mtunzini. Cela aidera BirdLife Afrique du Sud à développer des stratégies de conservation pertinentes et efficaces. Un second projet lié à la surveillance des boîtes de transformateurs à l'aide de pièges à caméra sera lancé en 2020 pour mieux comprendre les interactions entre la faune et ces structures. Les boîtes de transformateurs déjà modernisées feront partie de cette étude pour aider à surveiller l'efficacité de la modernisation pour la protection de la faune et de la flore sauvages et la sécurité des oiseaux.





Grue royale/Grues à couronne grise en vol. © Achilles Byaruhanga

Une première stratégie nationale pour la conservation de la grue royale, une espèce menacée d'extinction

Par Jimmy Muheebwa, Achilles Byaruhanga & Jonathan Onongo

La grue royale, *Balearica regulorum*, est l'oiseau national de l'Ouganda. Elle figure en bonne place sur le drapeau national et les armoiries qui ont été conçus et adoptés lorsque l'Ouganda a obtenu son indépendance des Britanniques en 1962. L'aire de répartition de la grue royale s'étend de l'est de la République démocratique du Congo, de l'Ouganda et du Kenya au sud-est de l'Afrique du Sud. Les grues royales ne sont pas migratoires, mais entreprennent des mouvements locaux et saisonniers variables. Elles sont tout particulièrement abondantes en Ouganda, au Kenya et en Tanzanie.

L'Ouganda abrite environ 28 % de la population mondiale de grues royales, mais l'espèce a connu un déclin important au cours des 20 à 30 dernières années. La population des grues royales en Ouganda était estimée entre 25 000 et 35 000 il y a quarante ans (Pomeroy, 1989), mais elle est aujourd'hui réduite à un nombre compris entre 13 000 et 20 000 individus (Beilfuss et al 2007 et Muheebwa, 2004). Leur population mondiale est estimée entre 47 000 et 59 000 individus (estimation de 2005), alors qu'elle se situait à plus de 100 000 individus (estimation de 1985), soit une baisse de 41% à 53 % (Beilfuss et al, 2007). Cette régression est principalement attribuable à la perte et à la fragmentation de l'habitat ainsi qu'à la capture illégale d'individus dans la nature pour l'alimentation, l'utilisation traditionnelle, la domestication et le commerce illicite sur le marché intérieur. Parmi les autres menaces, citons l'empoisonnement, les collisions et les électrocutions dues au contact avec les lignes électriques aériennes.

Depuis 2004, Nature Uganda a mis en œuvre un projet de conservation de la grue royale en Ouganda en raison de la baisse rapide de la taille de sa population à l'échelle mondiale et nationale, ce qui a conduit à la révision du statut de conservation de cette espèce qui est passée en 2013 de la catégorie d'espèces vulnérable sur la liste rouge de l'UICN à la catégorie d'espèces globalement menacée. Le processus d'élaboration d'un plan d'action pour la grue royale a été lancé en 2009, lorsque le gouvernement ougandais, en partenariat avec Nature Uganda – en tant qu'organisme responsable de l'écologie de la grue – a organisé la première réunion sur le thème « La grue royale en Ouganda conservée et protégée et contribuant au patrimoine culturel et au développement économique du pays ».

En février 2020, les efforts de plaidoyer de longue date déployés par Nature Uganda pour la conservation de la grue royale ont été récompensés par le lancement du premier plan d'action national pour la grue royale (*Balearica regulorum*), un oiseau très vénéré et un symbole national de l'Ouganda. Le lancement du plan d'action par l'honorable M. Godfrey Kiwanda, Ministre d'État chargé du tourisme, de la faune et des antiquités, a été le couronnement du tout premier festival de la grue en Ouganda. Le festival de la grue a été célébré sous le thème « Inverser la courbe de la régression de la population des grues royales ».

« L'élaboration du Plan d'action national pour la grue royale est un indicateur clair de l'engagement que le gouvernement ougandais attache à la préservation de la faune et la flore et de

la nature », déclare Jimmy Muheebwa, coordinateur du projet de Nature Uganda en faveur de la conservation des grues.

Pour mettre un terme à la diminution actuelle de la population de grues royales en Ouganda, le plan d'action a établi quatre actions stratégiques que doivent entreprendre le gouvernement ougandais et les institutions partenaires :

- Mettre en œuvre des activités qui améliorent la conservation active des grues et de leurs habitats en réduisant la mortalité des grues royales adultes et juvéniles
- Réduire la perte, la fragmentation et la dégradation des habitats
- Comblent les lacunes en matière de connaissances sur l'espèce par la recherche
- Mettre en œuvre à l'échelle locale des programmes de subsistance qui soutiennent la conservation de la grue royale

Actuellement, les efforts de conservation de la grue royale portent sur la collaboration avec les communautés locales en utilisant les accords de conservation communautaires pour sécuriser les écosystèmes des zones humides qui sont des habitats clés pour l'espèce ainsi que sur la désignation de zones humides clés comme sites Ramsar. Au cours de prochaines années, le projet vise à augmenter le nombre de zones humides conservées par les communautés dans la région sud-ouest de l'Ouganda qui accueillent la plupart des grues royales de ce pays afin de garantir que l'Ouganda continue à maintenir une population durable de grues royales.

Références :

- Beilfuss, R.D., Dodman, T. & Urban, E.K. (2007). The status of cranes in Africa in 2005. *Ostrich* 78: 175-184.
- Muheebwa-Muhoozi, J. (2004). Assessing the status of the Grey Crowned Crane *Balaerica regulorum* in Uganda. M Sc thesis, Makerere University, Kampala, Uganda
- Pomeroy, D.E. (1980). Aspects of the ecology of Crowned Crane *Balaerica regulorum* in Uganda. *Scopus* 4: 29-35.



Le lancement du Plan d'action national pour les espèces de grues à couronne grise lors du Festival de la grue 2020
© Jonathan Onongo.

1995

Année au cours de laquelle Nature Uganda est devenue partenaire de BirdLife

3765

Nombre de membres au niveau national

17

Nombre de groupes de soutien sur site



Formation des gardes forestiers du ranch Hammond qui se chargera de la collecte de données dans le cadre du programme de surveillance des vautours © BLZ

Prendre l'initiative en matière de conservation des vautours

Par Fadzai Matsvimbo

Partout sur le continent africain, les vautours comptent aujourd'hui parmi les espèces les plus menacées. Au cours des 50 dernières années, un déclin des vautours allant jusqu'à 97 % a été signalé dans certaines régions. Au Zimbabwe, toutes les espèces de vautours que l'on trouve couramment dans le pays, sauf une, sont inscrites sur la liste rouge de l'UICN des espèces menacées ou vulnérables. Les vautours constituent une partie importante de l'écosystème, jouant un rôle vital dans l'assainissement de l'environnement, réduisant ainsi la propagation des maladies et la prolifération des animaux sauvages. Cependant, ils sont gravement menacés par divers facteurs anthropiques, notamment l'empoisonnement et les changements en matière d'utilisation des terres.

Ces dernières années, on a constaté une augmentation des carcasses empoisonnées et une recrudescence du braconnage des éléphants. Cela a entraîné une augmentation du nombre de vautours tués par empoisonnement, soit par inadvertance – en se nourrissant de carcasses empoisonnées pour dissuader les prédateurs – soit directement, à partir de carcasses empoisonnées par les braconniers pour tuer les vautours afin d'éviter qu'ils soient détectés par les autorités. Parmi les cas d'empoisonnement de vautours signalés, citons 40 vautours empoisonnés sur une exploitation de Fort Rixon (Matabeleland Sud) en 2014 ; 22 vautours empoisonnés à Sinamatella (parc national du Hwange) en 2015 ; 43 vautours empoisonnés au ranch Sentinel (Matabeleland Sud) en 2016 ; 94 vautours empoisonnés à la limite du parc national de

Gonarezhou en 2017 ; et en 2018, 28 vautours empoisonnés dans le camp principal (parc national du Hwange). La plupart de ces tueries sont est au braconnage ; les vautours meurent en tant qu'espèces non ciblées ou sont tués pour réduire la détection précoce. Ceci, associé à la prise de conscience que nos connaissances sur le nombre, la distribution et l'écologie des vautours au Zimbabwe présentent de graves insuffisances, a conduit à la nécessité d'élaborer un plan d'action pour les vautours afin d'assurer leur survie.

BirdLife Zimbabwe (BLZ) est en première ligne dans la lutte ayant pour objectif de sauver ces oiseaux menacés au Zimbabwe. Les travaux antérieurs de BLZ se sont concentrés sur la collecte de données de surveillance dans des zones importantes pour la reproduction des vautours. En 2014, BLZ a commencé à participer à des événements tels que la Foire commerciale internationale du Zimbabwe et le Salon d'exposition de Harare pour interagir avec le public et le sensibiliser sur les questions relatives aux vautours. En 2015, un atelier sur l'élaboration d'un plan d'action pour la protection des vautours a été organisé par BirdLife Zimbabwe en collaboration avec les autorités de gestion des parcs et de protection de la faune sauvage du Zimbabwe, grâce à un apport financier de la Royal Society for the Protection of Birds, association de protection d'oiseaux. Le plan d'action a été approuvé et adopté par la direction des parcs et de la faune sauvage du Zimbabwe en mai 2019, et le Zimbabwe est devenu le tout premier pays d'Afrique à disposer d'un plan d'action national sur les vautours.

Le Vulture Action Plan (VAP), plan d'action pour la conservation des vautours a pour mission d'encourager la collaboration multisectorielle, nationale, régionale et internationale pour faire face aux menaces qui pèsent sur les vautours. Entre autre, le plan comprend les activités sur la sensibilisation à la situation critique des vautours, leur importance écologique et les précieux services éco-systémiques que fournissent ces oiseaux. Il s'agit d'un outil important pour soutenir les mécanismes de régulation ciblant la conservation des espèces. Le PAV du Zimbabwe comporte quatre volets principaux : Plan d'action contre l'empoisonnement, Plan d'action pour l'éducation et la sensibilisation, Plan d'action pour la recherche et la surveillance, Plan d'action pour la politique et la législation et Plan d'action pour les infrastructures. Il prévoit également la relance du groupe de travail sur les vautours afin de coordonner les efforts de conservation des vautours.

« La signature récente d'un plan d'action contre les vautours au Zimbabwe témoigne de la confiance croissante et de l'acceptation d'un programme de conservation entrepris par BLZ. Le plan d'action sur les vautours du Zimbabwe s'inscrit dans le Plan d'action global sur les vautours, ce démontre que nous sommes officiellement et directement impliqués dans la prévention de l'extinction de ces espèces. Il s'agit d'un véritable travail de conservation », a déclaré Neil Deacon, président de BLZ, lors de l'assemblée générale annuelle de la BLZ en 2019.

Le plan incite les différentes parties prenantes à soutenir la conservation des vautours dans le pays. Depuis 2015, diverses organisations ont participé à la mise à jour des informations de base sur les vautours. Dans le cadre de ce plan, plus de 70 Rangers premiers intervenants ont été formés sur le traitement des cas d'empoisonnement et signalement de décès des vautours. Une base de données renfermant des informations sur la mortalité des vautours sur une période de sept ans a été mise en place. BirdLife Zimbabwe a mené des enquêtes en collaboration avec ZimParks dans la vallée du Zambèze en 2016 et 2018, et des enquêtes de nidification

dans les conservatoires de Save Valley et de Gwayi. Au ranch Sango, d'une superficie de 60 000 hectares, 89 nids ont été identifiés jusqu'à présent. BLZ a également mené des actions d'éducation et de sensibilisation à l'aide des plateformes de médias sociaux comme Facebook et Twitter pour toucher des milliers de personnes, en plus du bulletin d'information sur les vautours qui compte plus de 500 abonnés.

Parmi les principaux succès du plan, citons l'intégration de l'aire de conservation intensive de Gwayi et de deux ranchs au sein de la Save Valley Conservancy pour mettre en place des zones de protection des vautours en 2019, avec le soutien des propriétaires et des gestionnaires de ces terres. Seize vautours à dos blanc qui ont fait l'objet d'empoisonnement en février 2020 ont été sauvés avec succès grâce à l'intervention rapide des agents de ZimParks et du parc ornithologique Kuimba Shiri.

L'un des principaux défis rencontrés jusqu'à présent est la faible perception de l'importance des vautours, et le changement d'attitude des gens à leur égard. Cela demande du temps et des efforts, mais nos efforts commencent à porter fruits, comme le montre le soutien des communautés locales à la conservation des vautours. A l'avenir, BLZ envisage d'étendre les zones de protection des vautours à d'autres régions, afin de mieux protéger ces oiseaux menacés.

<p>2002</p> <p>année où BLZ est devenue partenaire à part entière de BirdLife</p>	<p>300</p> <p>Nombre d'adhérents au niveau national</p>
<p>9</p> <p>Nombre de groups de site de soutiens</p>	<p>70</p> <p>Nombre de rangers premiers répondants bénéficiaires d'un programme de formation dans le cadre du plan d'action pour la conservation des vautours</p>



Session de sensibilisation sur les vautours à l'exposition de Harare © BirdLife Zimbabwe



Libération du Vautour percnoptère El Rakhma au Parc National du Jbel Zaghouan (Nord de la Tunisie) en présence des services forestiers et la direction du parc © Claudia Feltrup-Azafzaf (2014)

Un jeune vautour inspire le succès de la campagne «STOP au Braconnage!»

».

Par Claudia Feltrup-Azafzaf

El Rakhma est né dans les montagnes du Dorsale tunisien. Personne ne saura jamais exactement où et quand, car ce jeune vautour égyptien a été enlevé de son nid par des criminels qui n'y voyaient qu'une occasion de se faire de l'argent facile.

Quelques mois plus tard, sa photo est apparue dans les annonces classées d'un site web, à l'attention de malheureux qui pensent que le foie de cet oiseau pourrait les guérir d'une maladie incurable. La photo a été repérée par un observateur de l'Association les amis des oiseaux (AAO/BirdLife en Tunisie) qui a mobilisé tout un réseau de bénévoles qui luttent contre la criminalité liée aux espèces sauvages.

Une véritable course contre la montre a été lancée pour sauver ce jeune vautour, qui est protégé par la loi tunisienne. Après quelques semaines, El Rakhma a été libéré et envoyé à l'AAO pour être réhabilité. En décembre 2014, le jeune vautour a pu regagner sa liberté au Parc National de Zaghouan et équipé d'un émetteur, il a alors commencé sa migration, surveillée à distance par les bénévoles de l'AAO.

Malheureusement, peu d'histoires sur le braconnage se terminent aussi bien. En 2015, une étude de BirdLife sur l'abattage illégal des oiseaux en Méditerranée a estimé que chaque année, entre 100 000 et 250 000 oiseaux sont victimes de braconnage, du commerce illégal et de la possession non autorisée en Tunisie.

Les espèces les plus touchées sont les oiseaux chanteurs, les rapaces et les espèces faisant l'objet de chasse. Les populations tunisiennes du chardonneret jaune, l'oiseau chanteur le plus populaire, ont pratiquement disparu. Les chardonnerets qui sont aujourd'hui commercialisés sont importés illégalement d'Algérie, du Maroc et d'autres pays méditerranéens. Les oiseaux de proie sont pour la plupart prélevés dans leurs nids et de nombreux sites de reproduction sont aujourd'hui abandonnés. La « prise accidentelle » est pointée du doigt dans la capture réglementée des éperviers d'Europe dans le cadre de la pratique de fauconnerie. Les cas les plus spectaculaires sont ceux des vautours et des grands aigles, mais toutes les espèces sont susceptibles de devenir victimes d'actes illégaux, soit ciblés ou occasionnels.

La Tunisie dispose d'un cadre juridique et institutionnel spécifique régissant les activités de chasse. Toutefois, le braconnage et le commerce illégal se pratiquent encore au vu et au su de tous. Cela s'explique par la faiblesse et le manque de moyens des autorités chargées du contrôle, mais aussi par le manque de sensibilisation de la population tunisienne. Les citoyens sont souvent incapables de détecter les actes illégaux et certains procureurs et juges ne sont pas conscients de la gravité de ces crimes et du lien que cela peut avoir avec le crime organisé.

En 2016, l'AAO a adopté une stratégie visant à réduire les abattages illégaux d'oiseaux. Parmi les principaux axes de ce plan d'action figurent la détection et la documentation des infractions et leur signalement aux autorités, la sensibilisation de la population sur les réglementations relatives à la chasse et à la faune, la poursuite des actes criminels et la réhabilitation des oiseaux confisqués par les autorités.

Une étape importante a été la mise en œuvre du programme « STOP ! Braconnage » (www.stop-braconnage.com) qui permet aux citoyens d'obtenir des informations sur le cadre juridique de la chasse, les espèces pouvant être chassées, les méthodes de chasse autorisées, les zones où la chasse est interdite, les espèces spécialement protégées, les équipes d'intervention, etc. Co-administrée par l'AAO et la Direction Générale des Forêts (DGF), cette plateforme permet de signaler les infractions, de suivre l'évolution des affaires portées en justice plainte et de générer des rapports statistiques.

«STOP! Braconnage » a eu un impact significatif en déclenchant des dizaines d'interventions des forces de l'ordre qui ont infligé des amendes aux criminels et confisqué des centaines d'oiseaux, y compris des espèces menacées. Des signalements

directs aux autorités locales ont conduit à la libération de milliers d'oiseaux. La dynamique enclenchée par la plateforme est telle que chaque année, l'AAO se voit confier entre 15 et 30 oiseaux de proie et vautours. Pris en charge par les bénévoles formés de l'association, ces oiseaux sont systématiquement relâchés dans la nature. Les lâchers sont de grands moments de communication et de sensibilisation du public en présence des médias et avec la participation de membres des communautés impliquées dans la libération et réhabilitations ces oiseaux.

Un autre aspect important est la mise en place d'un réseau national d'observateurs indépendants qui travaillent en collaboration avec l'AAO et les autorités. Ce réseau a été mis en place depuis 2016 grâce à une série de réunions et de formations. Il compte aujourd'hui une trentaine de membres qui détectent et signalent les cas de violations dans toute la Tunisie. Ces observateurs participent également avec l'AAO à la révision du projet de décret annuel sur la chasse.

En 2019, l'AAO a été pour la première fois partie civile dans le procès contre un groupe de braconniers qui avait fait l'objet une « chasse » par ses observateurs lors du recensement des oiseaux d'eau en janvier 2019. Grâce à la bonne collaboration établie avec les brigades de chasse, l'intervention de l'équipe régionale a été immédiate et les criminels ont été traduits en justice.

L'impact du travail de l'AAO dans la lutte contre l'abattage illégal des oiseaux est largement reconnu en Tunisie et le ministre de l'environnement a officiellement honoré l'engagement et les réalisations de l'association lors de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement 2020.



La conservation des sites et des habitats

La conservation des sites et des habitats menacés est un pilier essentiel de la stratégie de BirdLife. BirdLife est impliqué dans diverses interventions, notamment en ce qui est des plaidoyers en faveur de la sauvegarde de 20 ZICO (zones importantes pour la conservation des oiseaux et de la biodiversité) très menacées contre toute évolution dangereuse dans 13 pays. Des mesures appropriées de protection et de gestion ont également été prises dans au moins huit ZICO de six pays afin de garantir leur intégrité à long terme. À ce jour, cinq partenaires nationaux de BirdLife ont mis en place et dirigent les travaux des groupes de coordination nationaux (GCN) des zones clés pour la biodiversité (ZCB) dans leur pays et d'importants progrès ont été réalisés dans quatre autres pays.

Le partenariat de BirdLife Africa a joué un rôle essentiel dans l'amélioration de la gestion des zones protégées, la restauration des zones forestières et la gestion communautaire des forêts. En outre, le suivi et la mise à jour des informations se poursuivent dans de nombreuses ZICO du continent, ces informations étant utilisées dans le cadre de la promotion des mesures de conservation dans ces sites.

Les partenaires de BirdLife ont joué un rôle pionnier en matière de conservation des sites et des habitats. Dans cette section, nous présentons les partenaires de BirdLife qui ont entrepris un important travail de conservation des sites et des habitats en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Liberia, en Mauritanie, à Madagascar et au Nigeria.







Séance de travail avec les responsables du Département de Tiapoum sur le classement de la FMTE

Sauver le Marais Tanoé-Ehy – forêt, zone humide et sanctuaire d'oiseaux par Narcisse Tehe

La forêt du Marais Tanoé-Ehy est le seul bloc de forêt relativement intact du sud-est de la Côte d'Ivoire. Elle couvre une superficie d'environ 12 000 ha, constitue un important sanctuaire d'oiseaux et abrite un certain nombre de sites culturels. Les inventaires préliminaires de l'avifaune de ce site présentent 274 espèces d'oiseaux, dont 12 appartenant aux espèces dont la protection est d'intérêt mondial. La forêt marécageuse abrite de nombreuses espèces d'oiseaux aquatiques et forestiers et une importante communauté d'oiseaux migrateurs. Elle a été identifiée comme un site hautement prioritaire pour la conservation des primates et possède une riche diversité floristique, avec quelque 568 espèces de plantes inventoriées.

Sur ce toile de fond, le Marais Tanoé-Ehy est considéré comme une zone importante par les militants de la protection de l'environnement tant au niveau national qu'au niveau internationaux en raison de sa riche biodiversité. En même temps, il est soumis à une pression anthropique en raison de son potentiel agricole et de son sous-sol riche en minéraux.

La lutte contre la conversion de la forêt du Marais Tanoé-Ehy en une plantation de palmiers à huile

En 2003, SOS-Forêts, partenaire de BirdLife a entamé, avec

le soutien de partenaires nationaux dont l'Action pour la Conservation de la Biodiversité en Côte d'Ivoire (ACB-CI) et le Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS), de partenaires internationaux dont BirdLife International et la Fondation Goldman pour la protection de l'environnement, entre autres, des démarches qui ont abouti à l'attribution du statut d'aire protégée à ce site. Le Marais Tanoé-Ehy aura le statut de réserve communautaire, en attendant les derniers documents relatifs à son classement en tant que réserve naturelle.

Le parcours était parsemé de nombreuses embûches pour SOS-Forêts et ses partenaires. SOS-Forêts, sous la direction du Dr. Egnankou Wadja Mathieu, à lutter d'arrache-pied contre l'exploitation de la forêt par la société PALM-CI (une entreprise ivoirienne active dans l'agro-industrie). La PALM-CI cherchait à transformer toute la forêt en une monoculture de palmiers à huile.

Tout d'abord, SOS-Forêts a mené une campagne IEC-CM (Information, éducation, communication pour le changement de mentalité). Cela a permis aux communautés locales d'avoir une vision différente de la forêt et de comprendre la nécessité de la protéger. SOS-Forêts, en collaboration avec ses partenaires nationaux et internationaux, a réussi à faire échouer le projet de palmier à huile, destructeur pour l'environnement,

grâce à une vaste campagne de sensibilisation et de plaidoyer. Avec l'appui de partenaires internationaux, SOS-Forêts a également mené des activités de conservation au sein du site. Pour la gestion communautaire de la forêt, SOS-Forêts et ses partenaires ont mis en place des comités locaux de conservation (CLC), qui visent à pérenniser les résultats obtenus, à sensibiliser la population, à dissuader les chasseurs et les braconniers, et à éviter l'exploitation forestière et agricole. Les CLC fournissent régulièrement des informations sur le site.

Lutte contre l'exploitation minière dans la forêt du Marais Tanoé-Ehy

Au cours du second semestre 2019, SOS-Forêts a pris connaissance, par le biais du journal officiel national, d'une audition publique visant à valider le rapport d'évaluation des impacts environnementaux et sociaux (ESIA) d'un projet semi-industriel d'extraction d'or qui aurait lieu à Kongodjan, à cheval sur la forêt. Conscient des dangers importants et inhérents à cette activité, SOS-Forêts, avec ses partenaires locaux, s'est rendu à la sous-préfecture de Noé le 24 octobre 2019. Lors de l'audition publique, ils ont expliqué leur désapprobation et leur opposition catégorique à ce projet.

En outre, la veille, le Dr Egnankou a contacté le maire de la ville de Tiqoum et le sénateur de la région du Sud-Comoé pour leur expliquer pourquoi ils s'opposaient à ce projet d'exploitation minière. A la tête d'une forte délégation qui comprenait également l'ACB-CI et le CSRS et d'autres

partenaires, le président exécutif de SOS-Forêts a participé à tenu des réunions avec le ministre de l'Environnement et du Développement durable. Au cours de ces réunions, il a réitéré la position de SOS-Forêts et de ses partenaires – s'opposer à l'exploitation minière dans la forêt et ses environs par le déploiement de tous les arsenaux juridiques disponibles.

Enfin, une autre réunion a eu lieu le 5 décembre 2019, au siège de SOS-Forêts, entre les ONG impliquées dans la conservation de la forêt, les initiateurs du projet minier et les responsables de l'ESIA. Lors de cette réunion, les initiateurs du projet ont tenté de convaincre les conservateurs de la nécessité de faire avancer le projet, mais SOS-Forêts et ses partenaires ont été catégoriques sur le fait que le projet minier détruirait la dernière forêt presque intacte du sud-est de la Côte d'Ivoire. Suite à ces efforts, la forêt reste préservée et est en cours d'accéder au statut d'aire protégée.

Cette histoire témoigne de l'un des plus grands succès obtenus ces deux dernières années, car SOS-Forêts a pu mobiliser la société civile dans un engagement populaire pour protéger cette forêt marécageuse particulière, et s'assurer que la forêt reçoit l'attention qu'elle mérite de la part des communautés locales et de l'opinion nationale.



ETHIOPIE



Développement du premier répertoire des zones humides d'Éthiopie

par Samson Zelleke

Les zones humides sont vitales pour la survie de l'humanité, car elles fournissent de nombreux services éco-systémiques, notamment l'approvisionnement en produits alimentaires et en eau douce, la recharge des nappes phréatiques, l'atténuation du changement climatique et le soutien de la biodiversité. Chaque année, des millions d'oiseaux d'eau se déplacent entre l'Europe et l'Afrique, parcourant des milliers de kilomètres à la recherche de nourriture et de sites de reproduction. La conservation des principales zones humides le long de cet axe migratoire majeur est donc cruciale pour la conservation de ces oiseaux. Les zones humides sont également importantes pour les communautés locales. L'Éthiopie compte de nombreuses zones humides, dont des marais, marécages, plaines inondables, rivières et des lacs, entre autres.

Depuis 2016, Ethiopian Wildlife and Natural History Society (EWNHS), Société éthiopienne pour la conservation de la faune et de la flore sauvages et de l'histoire naturelle, partenaire de BirdLife, participe au projet Climate Resilient Site Network in the African-Eurasian Flyway qui vise à sauvegarder un réseau de zones humides clés le long de la voie de migration d'Afrique-Eurasie afin de permettre la conservation des oiseaux migrateurs qui dépendent de ces zones humides. Le projet est financé par l'Initiative internationale pour le climat (IKI) et le ministère fédéral allemand de l'environnement,

de la conservation de la nature, de travaux publics et de la sécurité nucléaire (BMUB). En Afrique, ce projet est mis en œuvre en Éthiopie et au Mali, sous la direction de Wetlands International. Les autres partenaires du projet en Éthiopie sont l'Autorité éthiopienne pour la conservation de la faune et de la flore sauvages (EWCA), l'Autorité du bassin des lacs de la vallée du Rift (RVLBA) et le Centre et réseau régional pour l'environnement de la Corne de l'Afrique (HoA-REC&N).

Dans le cadre de ce projet, EWNHS avait pour mission, entre autres, de mener l'évaluation portant sur la contribution potentielle des sites critiques à l'adaptation au changement climatique basée sur les écosystèmes en Éthiopie, le renforcement des capacités et le développement de réseaux, et l'évaluation des possibilités et du potentiel de restauration des zones humides en Éthiopie. A cette fin, l'équipe chargée du projet au niveau d'EWNHS s'est rendue sur sept sites critiques dans le pays pour recueillir des données sur le type de services éco-systémiques fournis par ces sites. L'équipe a également interagi avec les communautés locales afin de déterminer les avantages directs ou indirects liés à ces services.

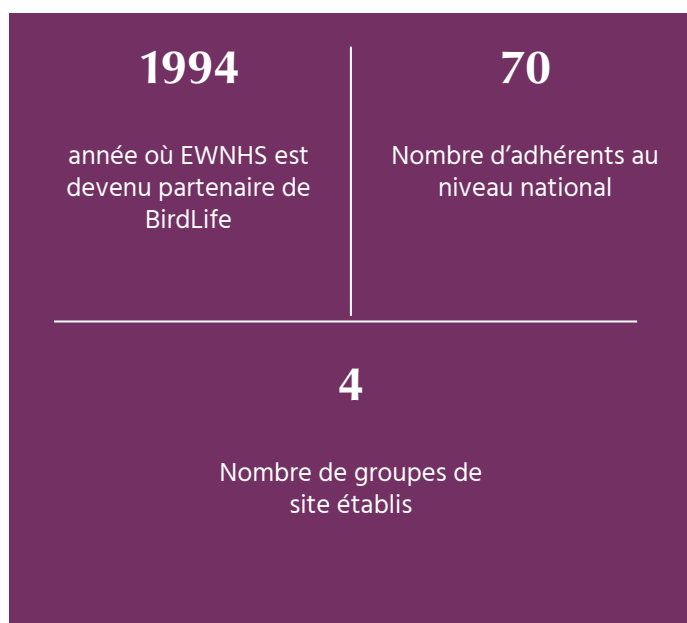
L'un des principaux résultats de ce projet a été l'évaluation des possibilités et du potentiel de restauration des zones humides. En conséquence, EWNHS, en collaboration avec

des professionnels des zones humides, de la pêche et du système d'information géographique (SIG) de l'université d'Addis-Abeba, a entrepris l'élaboration du répertoire des zones humides éthiopiennes. Ce répertoire, premier du genre, dresse la carte des zones humides d'Éthiopie dans divers états régionaux, donne une description de ces zones humides, énumère les facteurs de dégradation et de perte des zones humides dans le pays, explique l'histoire et dresse l'état de lieux des zones humides dégradées d'Éthiopie et énumère les zones humides dégradées ayant un potentiel de restauration. Enfin, le répertoire présente des propositions pratiques sur la manière dont ces zones humides pourraient être restaurées, ainsi que les démarches à suivre dans cette entreprise de restauration.

En octobre 2019, EWNHS, en collaboration avec Wetlands International, a lancé le répertoire de 566 pages lors d'un atelier organisé à Addis-Abeba. « Les zones humides font partie des ressources dont l'Éthiopie peut se vanter, mais l'attention qui leur a été accordée n'a pas été suffisante. En conséquence, ces zones importantes sont menacées par l'expansion de l'agriculture et des infrastructures, notamment des habitations », a noté Mengistu Wondafrash, directeur exécutif de EWNHS, lors du lancement du répertoire.

« Le répertoire peut servir de feuille de route pour aider le gouvernement ainsi que les autres organismes concernés à restaurer, conserver et assurer la durabilité de nos zones humides. Cela permettra d'améliorer les services éco-systémiques que nous recevons des zones humides et de fournir un habitat approprié pour une variété d'oiseaux. EWNHS est très fier d'avoir lancé la production de cet important répertoire pour les zones humides éthiopiennes »,

Mengistu Wondafrash
directeur exécutif de EWNHS





Une vue de la réserve forestière de Yongwa. | © Raphael Nii Laate Lartey

Restauration des forêts à l'aide l'arbre *Talbotiella gentii*, en danger critique d'extinction

par Raphael Nii Laate Lartey

Au Ghana, environ 1,76 million d'hectares (ha), soit 21 % de la zone forestière de haute altitude, sont des zones forestières protégées en permanence, y compris des sanctuaires et des parcs pour le gibier et la faune. Au fil des ans, la couverture de forêts classées du Ghana s'est considérablement réduite. De 1990 à 2000, la couverture des forêts classées forestière du Ghana a dépréciée au rythme de 192 648 ha tous les 5 ans. Entre 2000 et 2010, la couverture forestière du pays a diminué de 22 %, passant de 2 317 166 ha à 1 785 802 ha. Les espèces d'arbres clés dans la forêt, telles que *Talbotiella gentii* et *Aubregrenia taiensis*, ne se trouvent plus que sous forme de quelques populations résiduelles.

Bien que la dégradation des forêts fermées soit en augmentation, un certain nombre d'initiatives sont mises en place pour augmenter la superficie des forêts par le biais de programmes de restauration et de développement de plantations, dont la tentative d'augmenter la population de *Talbotiella gentii* et de restaurer les terres forestières dégradées dans la partie orientale du Ghana.

Talbotiella gentii est une espèce endémique au Ghana et figure sur la liste rouge de l'UICN des espèces en danger critique

d'extinction. L'aire de répartition naturelle de l'espèce a été largement détruite par des incendies, des incursions humaines et l'exploitation ultérieure des zones forestières, ce qui a entraîné une réduction des populations et une fragmentation accrue. Actuellement, 15 des 28 peuplements connus sont éteints, les principales menaces étant l'agriculture et le brûlage du charbon de bois. Pour enrayer cette tendance, la Ghana Wildlife Society (GWS) (partenaire de BirdLife au Ghana), en partenariat avec le cimentier GHACEM Ltd. et la division des services forestiers de la Commission des forêts du Ghana, intensifie actuellement les efforts de conservation pour venir à la rescousse de *Talbotiella gentii*.

Ce projet de restauration a débuté en 2018 et a permis de produire 5 000 plants de *Talbotiella gentii* pour couvrir une zone de 10 ha de terres forestières dégradées des réserves forestières de Yongwa et Sapawusu. Les semis sont plantés selon le système Taungya modifié (MTS), dans lequel les arbres sont intercalés avec les cultures des agriculteurs dans la forêt. Il a été établi que les semis de *T. gentii* cultivés en association avec des cultures s'établissent plus rapidement que ceux plantés seuls. Déjà, 2 000 jeunes arbres couvrant une superficie de 3,95 ha ont été plantés avec succès dans les réserves

forestières de Yongwa et Sapawusu et font l'objet d'un suivi.

« Ce programme est une priorité pour la Ghana Wildlife Society et actuellement les agents surveillent les plants de *Talbotiella gentii* transplantés sur six parcelles de Taungya modifié dans les réserves forestières de Yongwa et Sapawusu, » note Martin Kusi Manu, coordinateur du projet GWS pour la propagation in situ de *Talbotiella gentii*.

Solomon Tetteh, du village de Yongwa, déclare : « Ce projet a permis d'accroître notre connaissance de *Talbotiella gentii*. Auparavant, nous avions l'habitude d'abattre cet arbre pour en faire du charbon de bois et du bois de chauffage, mais grâce aux initiatives de sensibilisation entreprises actuellement par la Ghana Wildlife Society, nous savons que leur nombre a diminué et nous apportons notre pierre à l'édifice en aidant à rétablir sa population dans la forêt en le plantant également sur nos fermes ».

Le succès de cette restauration est fondé sur l'expérimentation dans des essais de germination, avant le transfert des plants dans les réserves forestières de Yongwa et Sapawusu. Cela a permis d'obtenir des informations sur le premier stade de développement de l'arbre, informations qui se sont avérées essentielles pour les efforts de propagation. En outre, l'espèce fait l'objet d'une surveillance continue et des expériences ultérieures seront menées.

Cultiver cet arbre en *Talbotiella gentii* en culture intercalaire avec des cultures vivrières a été identifiée comme l'un des facteurs clés de sa survie. Par conséquent, l'espèce a été cultivée en intercalaire avec du maïs et du plantain sur des parcelles séparées. Cette pratique permet de fournir une meilleure composition d'éléments nutritifs et un ombrage optimal à

l'arbre, réduisant ainsi sa mortalité pendant la saison sèche. Toutefois l'expérience a démontré que cultiver le *Talbotiella gentii* en association avec le maïs se traduit par une mortalité élevée de l'arbre. Cette découverte clé sera essentielle pour aider la Commission forestière du Ghana, les institutions et les particuliers à adopter la pratique de la culture intercalaire de *Talbotiella gentii* avec le plantain pour permettre de donner à cet arbre la stabilité dont il a besoin à un stade précoce de sa croissance.

Pour appuyer les efforts de restauration de *Talbotiella gentii*, arbre endémique et gravement menacé d'extinction, la Ghana Wildlife Society (GWS) s'est associée à BirdLife International Europe et à Heidelberg Cement, société mère de GHACEM. La Ghana Wildlife Society a également conclu un partenariat avec GHACEM pour promouvoir des pratiques durables et la conservation de la biodiversité dans leurs exploitations de carrières. GHACEM a financé les pépinières initiales et a fourni des fonds pour l'achat de 3 000 plants supplémentaires afin de compléter les 2 000 plants initiaux plantés. Cette initiative de restauration est également soutenue par la Division des services forestiers (Somanya Forest District), qui fournit des gardes forestiers pour diverses activités dans les deux réserves forestières.

Afin de contribuer à la conservation des populations restantes de *Talbotiella gentii* dans la nature, la GWS a bénéficié d'un financement de la Fondation Franklinia pour entreprendre davantage de recherches et d'inventaires des populations restantes, et pour poursuivre la propagation in situ dans tout le pays.



Une vue de la pépinière GWS/GHACEM de *T. gentii* à Buenyee - à 1 km de la réserve forestière de Yongwa.
© Raphael Nii Laate Larley

KENYA



Membres de la communauté en train de planter des arbres © Nature Kenya

Agir pour restaurer les forêts du Kenya

Par John Mwacharo

Le Kenya est surtout connu pour ses savanes riches en vie sauvage. Toutefois, les forêts constituent des habitats naturels essentiels. Cinquante pour cent des arbres, arbustes et plantes grimpantes du pays se trouvent dans les forêts. Il en va de même pour 40 % des petits mammifères, 35 % des papillons et 30 % des espèces d'oiseaux. Une grande partie de la population rurale dépend des forêts pour le bois de chauffage et le bois d'œuvre. Aujourd'hui, cependant, les forêts à couvert fermé occupent un maigre 2 % de la surface du pays, alors que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) recommande une couverture minimum de 10 %.

La dégradation des forêts entraîne une perte de la fertilité des sols, l'engorgement et la sédimentation des plans d'eau, des inondations, des glissements de terrain et le changement climatique. Au Kenya, la réduction de la quantité et de la qualité des plans d'eau douce est en partie due à la dégradation des bassins versants. Les répercussions sont de grande envergure, avec des effets négatifs sur la production d'énergie hydroélectrique et l'irrigation, et une augmentation du coût du traitement de l'eau pour l'usage urbain et domestique.

Approche ascendante

L'un des quatre piliers stratégiques de Nature Kenya est la conservation des sites et des habitats, dont les forêts. Le travail de restauration des forêts consiste à protéger les arbres

existants, à restaurer les zones dégradées et à faire pousser des arbres pour maintenir les services des écosystèmes forestiers. En utilisant une approche ascendante, Nature Kenya travaille avec des organismes communautaires tels que les associations forestières communautaires (CFA) et les groupes de soutien aux sites (SSG) pour assurer garantir l'appropriation de l'initiative au niveau de la base.

L'approche de la culture des arbres commence par l'identification et la cartographie des zones forestières dégradées en vue de leur restauration avec l'aide des associations forestières. Nous leur achetons les outils dont ils ont besoin pour installer les pépinières et leur donnons des graines indigènes certifiées. L'établissement de pépinières suit ensuite. Les communautés gèrent ces pépinières et élèvent les plants. Ils discutent et se mettent d'accord sur le calendrier de plantation, avec la participation des agents de terrain du Service forestier du Kenya (KFS). Les associations vendent des plants, et les membres s'occupent d'activités de préparation de terrain et de plantation.

Le sarclage améliore le taux de survie des plants. Les travailleurs occasionnels sont payés pour effectuer le sarclage deux fois par an, et le coût est pris en compte dans le calcul de la plantation. Les sites restaurés sont régulièrement surveillés pour assurer un bon taux de survie de plants. Nature Kenya paie aux associations un coût/plant convenu à l'avance une

fois la plantation terminée et un rapport de vérification produit. L'ensemble du processus de croissance des arbres prend au minimum trois ans.

Impacts

Au cours de la période 2019/2020, 26 associations se sont engagés à planter 623 463 arbres indigènes pour restaurer 623 hectares de terres forestières dégradées dans les forêts du Mont Kenya, d'Aberdare et de Nandi. En outre, 916 743 arbres indigènes ont été plantés sur 16 sites par les groupes de soutien de site (SSG) pour restaurer 916 hectares, y compris la forêt Arabuko-Sokoke, les forêts de Taita Hills, la forêt Dakatcha, la forêt Kakamega, les collines Cherangani, l'escarpement Kikuyu et les forêts Mutitu et Mumoni. Au total, plus de 1,5 million d'arbres ont été plantés en 2019/2020.

Les associations et les SSG ont produits au total 16 387 700 plants et ont gagné environ 350 000 dollars US grâce à la vente de ces plants. Pour réduire la dépendance aux ressources forestières et améliorer la couverture forestière, 612 541 arbres ont été plantés dans les exploitations. Quatorze associations ont reçu une formation de la part de Nature Kenya centrée sur la planification des activités des pépinières.

Nature Kenya engage des partenaires comme stratégie de restauration de forêts. Parmi les partenaires engagés dans cette initiative pour la période 2019/2020, on trouve notamment ; Kenya Breweries Limited, Darwin Initiative, World Land Trust, la Kenya Privatization Commission, Safaricom Plc et BirdLife International. Kenya Breweries a aidé à planter 160 000 arbres indigènes dans les forêts du Mont Kenya et d'Aberdare et a soutenu six associations par l'achat d'outils de pépinière pour la production en masse de jeunes plants. BirdLife a soutenu la plantation de 20 000 arbres dans le Mont Kenya, tandis que Safaricom a aidé à planter 62 000 arbres dans la montagne.

Nature Kenya a élaboré un dossier commercial sur le Mont Kenya afin d'intégrer la conservation de l'environnement dans les secteurs de l'économie. Quatorze associations se sont approprié ce dossier commercial et ont été soutenu dans l'organisation des réunions avec les utilisateurs d'eau en aval (acheteurs d'eau) afin d'établir des partenariats pour la restauration des forêts.

Sur le plan politique, Nature Kenya est membre d'un groupe de travail national sur la restauration des forêts et des paysages dont les tâches comprennent la fourniture de soutien technique et consultatif aux comtés en matière de restauration. Il s'agit de guider les comtés dans l'évaluation du potentiel de restauration des paysages et de recommander des objectifs d'engagement. Nature Kenya joue un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un plan d'action national pour la restauration des forêts et des paysages et a contribué au projet de politique forestière 2020.

Au niveau des comtés, Nature Kenya a contribué à l'élaboration du projet de loi sur la conservation et la gestion des forêts du comté de Kilifi, 2019, qui est depuis devenu une loi, et deux projets de loi soutenus par Nature Kenya, le projet de loi sur la forêt Taita-Taveta 2019 et le projet de loi sur l'environnement et la forêt de la rivière Tana 2019, attendent d'être déposés dans les assemblées des comtés respectifs. En octobre 2019, Nature Kenya, en partenariat avec le gouvernement du comté de Meru, a organisé un Forum régional de dialogue sur l'eau. Ce forum a rassemblé des décideurs et des experts du secteur de l'eau afin de discuter et de proposer des stratégies et des interventions pour atténuer la crise de l'eau dans la région. Les idées et les stratégies ont été débattues en connaissance de cause par les dirigeants des comtés respectifs afin de donner la priorité à l'intégration des forêts et à la restauration des paysages dans les politiques des comtés.

1500000+

Nombre d'arbres plantés dans le cadre du programme de restauration pour la période 2019/2020

26

Nombre de groupes de sites établis

820

Nombre d'adhérents au niveau national



Canopée d'une forêt plantée dans la région du mont Kenya

LIBERIA



© Benji Barca RSPB

Le Paysage Transfrontalier De Gola Se Dessine

Par Abigail G Hanky

Le 18 février 2020, un protocole d'accord modifié pour le paysage transfrontalier de Gola a été signé entre le Liberia et la Sierra Leone. Outre le Parc transfrontalier de la Paix de Gola qu'il abrite, ce paysage forestier comprend le Parc national de la forêt tropicale humide de Gola en Sierra Leone et le Parc national de la forêt de Gola au Libéria. Dans son ensemble, la forêt s'étend sur plus de 350 000 hectares et représente l'un des plus grands blocs restants de la forêt de Haute Guinée.

Parmi les signataires du protocole d'accord bilatéral modifié figurent divers représentants gouvernementaux et locaux des deux pays. La cérémonie de signature a été marquée par la présence des représentants des partenaires régionaux et locaux, dont la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'USAID Afrique de l'Ouest, l'USAID Liberia, l'Union européenne et la Société pour la conservation de la nature du Liberia.

« Ce à quoi nous assistons aujourd'hui est un équilibre », a déclaré l'honorable Gbehzohngar Milton Findley, Ministre libérien des affaires étrangères. « Nous devons conserver la forêt de Gola, nous devons conserver la faune et la flore, et la vie de ceux qui vivent dans les communautés autour de la forêt doit également être améliorée ».

Le Directeur exécutif de la Société pour la conservation de la nature au Liberia (SCNL), Michael F. Garbo, a remercié les donateurs pour leur soutien qui a permis de concrétiser la collaboration transfrontalière du Grand Gola. En même temps, il a promis l'engagement de la SCNL visant à assurer la protection du Parc transfrontalier de la paix.

Il s'agit d'une étape inoubliable d'un long voyage. La forêt de Gola, au nord-ouest du Liberia, a été l'une des douze premières forêts nationales proclamées au Liberia dans les années 1960. Le paysage de la forêt de Gola est reconnu comme un point chaud de la biodiversité et abrite plus de 899 plantes vasculaires, 49 mammifères, 327 oiseaux et 43 amphibiens. De nombreuses espèces animales et végétales sont menacées et certaines sont en danger critique d'extinction. Parmi les espèces sauvages, on trouve l'éléphant de forêt, le chimpanzé d'Afrique de l'ouest, le singe colobe rouge de l'Ouest et l'hippopotame pygmée. La forêt joue un rôle essentiel grâce à une série de services écosystémiques qui permettent et contribuent à l'atténuation des effets du changement climatique. Par conséquent, sa santé revêt une importance mondiale.

Entre 1989 et 2003, le conflit armé a entraîné l'empiètement de la forêt nationale de Gola par les personnes déplacées qui ont établi des colonies permanentes dans la forêt. Après la guerre,

le gouvernement du Liberia a proposé de créer un parc national dans les limites de la forêt nationale. Cette proposition a été réalisée en septembre 2016 avec la création du parc national de la forêt de Gola couvrant 88 000 hectares où l'on ne trouve pas d'installations importantes ; les communautés continuent d'avoir accès à la zone forestière et à ses produits en dehors du parc proposé, dans ce qui restera connue comme la forêt nationale de Gola.

Les gouvernements, les ONG internationales, les organisations de la société civile et les donateurs ont commencé à travailler ensemble pour protéger la forêt, tandis que diverses initiatives de gestion communautaire de la forêt et de moyens de subsistance alternatifs ont été conçues et mises en œuvre dans la région par la Société pour la conservation de la nature au Liberia (SCNL) – partenaire de BirdLife – les partenaires donateurs et le gouvernement libérien. Une collaboration transfrontalière a été mise en place en mai 2011 après que le premier protocole d'accord aient été signé par les présidents de la Sierra Leone et du Liberia pour la gestion conjointe du paysage forestier transfrontalier de Gola.

Depuis 2009, la SCNL participe activement à la gestion de Gola par le biais d'un projet financé par l'Union européenne intitulé « Projet de parc transfrontalier pour la paix en Sierra Leone et au Liberia ». La SCNL s'est engagée dans des interventions de conservation et des projets de développement communautaire parrainés par de nombreux donateurs généreux, dont l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID); le projet West Africa Biodiversity and Climate Change (WABBiCC) financé par l'USAID; l'Initiative Darwin du Royaume-Uni, le Rainforest Trust, le Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF),

la Royal Society for the Protection of Birds (RSPB) au Royaume-Uni, BirdLife International et la Banque mondiale - Norvège.

Travaillant en collaboration avec les communautés et le gouvernement du Liberia, la SCNL œuvre à l'établissement de 10 forêts gérées par les communautés, contribuant ainsi à la connectivité des zones protégées et aux corridors pour la faune sauvage. 43 gardes forestiers ont également été formés par le comité de gestion du Parc de la paix de Gola. La SCNL soutient également le classement de Foya en tant que zone protégée. Des réunions de coordination entre le Liberia et la Sierra Leone ont été organisées pour veiller à ce que les éléments du protocole d'accord soient mis en œuvre

Malgré l'énorme potentiel de Gola et la nécessité de le protéger, cette forêt unique est toujours confrontée à des menaces majeures, notamment l'exploitation minière artisanale autorisée et illégale, l'exploitation forestière et le sciage de long, la production de charbon de bois, l'extraction non durable de produits forestiers non ligneux, la chasse au gibier, la culture itinérante, entre autres.

Comme l'a déclaré le représentant de l'USAID pour l'Afrique de l'Ouest lors de la signature du protocole d'accord, « Nous espérons que, en cette période de conflits dans le monde, nous pourrions assister à une coopération transfrontalière entre le Liberia et la Sierra Leone qui permettra de protéger la forêt de Gola et continuera à servir de modèle dans toute la région, voire sur le continent ».



MAURITANIE



Restaurer la splendeur perdue du lac de Mâl en Mauritanie

Par Adama Sidibe

Nature Mauritanie travaille à la conservation et à la restauration des habitats de plusieurs zones humides mauritaniennes, dont le lac de Mâl, unique et seul plan d'eau permanent situé dans la région du Brakna au sud-ouest de Mauritanie, le Lac de Mâl est d'une importance capitale pour les communautés riveraines qui pratiquent l'élevage, la pêche traditionnelle, le maraîchage et l'agriculture de décrue. Le lac de Mâl est également important pour la biodiversité, et plus particulièrement pour les oiseaux d'eau migrateurs afro-tropicaux et paléarctiques. Plus de 30 000 oiseaux d'eau sont recensés chaque année sur ce site. Cette importance a conduit à sa classification en tant que Aire importante pour les oiseaux depuis 2008.

Malgré l'importance vitale du lac de Mâl, il n'a pas été épargné par les pressions des facteurs anthropiques et naturels, tels que la surexploitation de ses ressources, la déforestation et le phénomène d'envasement par le mouvement des dunes. Conscient de l'importance du lac de Mâl pour les communautés et les oiseaux, et de l'ampleur des pressions sur ce lac, Nature Mauritanie a développé un programme de restauration de l'habitat basé sur la production d'espèces végétales locales pour le reboisement et le soutien à la résilience des communautés. Le programme, financé par Vogelbescherming (VBN, partenaire de BirdLife aux Pays-Bas), a été développé en partenariat avec l'Agence nationale de la Grande muraille

verte, le service technique du ministère de l'environnement, les élus de la commune de Mâl et les principaux utilisateurs.

Après deux ans de mise en œuvre, le projet a obtenu un certain nombre de résultats impressionnants. Dans un premier temps, une cartographie des zones dégradées autour du lac a été réalisée. Ensuite, le travail de réhabilitation a commencé sur 12 hectares (ha) de zone dégradée. A ce jour, plus de 20 000 plants de diverses espèces locales, dont les arbres *Acacia Senegal*, *Acacia tortilis*, *Ziziphus mauritiana* et *Balanites aegyptiacus* et l'herbe *Panicum turgidum*, ont été produits et distribués. Le reboisement communautaire avec des semis est également en cours, avec une participation remarquable des femmes et des écoliers. Un autre aspect essentiel de ce projet est le soutien aux communautés locales, en particulier aux femmes, par le biais de diverses interventions, notamment l'élevage de volaille et la culture maraîchère.

La coopérative de Mâl appelée Erm Cheikh a été créée en l'an 2000 et est composée de 120 femmes, bénéficiant directement d'activités l'élevage de volaille. Selon la présidente de la coopérative, Mme Fatimetou, « Ce projet est d'une importance capitale pour nous, les femmes, car non seulement il nous a permis de nous regrouper autour d'une activité commune,

mais il a grandement contribué à la lutte contre la malnutrition de nos petite enfants, tout en réduisant la pression sur la consommation d'œufs d'oiseaux sauvages. Pour cela, nous tenons à remercier Nature Mauritanie ».

Le maire de la commune de Mâl, M. Abderahmane, déclare :
« Nous sommes heureux de voir à quel point ce projet a été inclusif et participatif. Les communautés ont été consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet et leurs préoccupations ont été pleinement prises en compte. En outre, le projet a contribué à la mise en œuvre du plan de développement de la commune car il est conforme à la stratégie nationale sur la protection et la conservation de l'environnement. »

Sur le long terme, le projet vise à consolider les acquis en matière de restauration et de fixation des dunes, car l'envasement reste une source majeure de pression sur les ressources du lac Mâl, à renforcer les capacités des jeunes de façon à ce qu'ils puissent poursuivre les activités de suivi pour assurer la durabilité du projet, à renforcer les initiatives des femmes entreprises dans le cadre du projet, et à diffuser les bonnes pratiques apprises.

« Il s'agit d'un projet fort intéressant car il a permis de mettre en place un partenariat à plusieurs niveaux entre le bailleur, Vogelbescherming(VBN), Nature Mauritanie, le Ministère de l'Environnement (par le biais de son service technique) les collectivités locales et les élus au profit de la biodiversité. »

Djibril Diallo,
directeur exécutif de Nature Mauritanie.

2011 année où Nature Mauritanie est devenue partenaire de BirdLife	186 Nombre d'adhérents au niveau national
5 Nombre de groupes de soutien de site	20000 Nombre de plants distribués dans le cadre des efforts de restauration



MADAGASCAR



Sterne voyageuse (*Thalasseus bengalensis*) au complexe © Asity

Restoring Madagascar's Mahavavy Kinkony Wetland Complex Protected Area to benefit Local Communities and Biodiversity/ Restauration de l'Aire protégée du complexe de zones humides de Mahavavy Kinkony à Madagascar au profit des communautés locales et de la biodiversité

Par Rado Andriamasimanana

Madagascar est une île. La frange de mangroves sur sa côte occidentale est estimée à plus de 2100 km² - la deuxième plus grande frange de l'océan Indien occidental représentant 2% des mangroves du monde. Les mangroves ont des valeurs écologiques et économiques très importantes. Les forêts de mangroves fournissent un habitat pour d'autres animaux ; oiseaux d'eau, geckos et lémuriniens. Les populations vivant dans la zone côtière sont très dépendantes des services écologiques fournis par les mangroves, notamment les frayères pour la vie marine et la protection du littoral. La production de crevettes dans les zones de mangroves augmente avec l'accroissement de la couverture de mangroves. Néanmoins, la couverture de mangrove à Madagascar a enregistré une perte annuelle de 1,49 % entre 2010 et 2015 en raison de la conversion des terres et de la collecte de bois de chauffage et de bois d'œuvre.

Asity Madagascar, the BirdLife Partner, has managed two wetland protected areas in Madagascar, the Mahavavy-Kinkony and the Mangoky-Ihotry complexes, since the 2000s. These two wetlands have a mangrove extent of about 235 km². The

Mahavavy-Kinkony Complex is very important for water birds endemic to Madagascar, hosting five endemic and threatened species: Madagascar Fish Eagle *Haliaeetus vociferoides* (CR), Madagascar Teal *Anas bernieri* (EN), Madagascar Heron *Ardea humbloti* (EN), Madagascar Sacred Ibis *Threskiornis bernieri* (EN), and Black-banded Plover *Charadrius thoracicus* (VU)./ Depuis les années 2000, Asity Madagascar, partenaire de BirdLife, gère deux zones humides protégées à Madagascar.

Il s'agit des complexes de Mahavavy-Kinkony et de Mangoky-Ihotry. Ces deux zones humides couvrent une superficie d'environ 235 km². Le complexe Mahavavy-Kinkony est très important pour les oiseaux d'eau endémiques de Madagascar, car il abrite cinq espèces endémiques et menacées : l'aigle pêcheur de Madagascar *Haliaeetus vociferoides* (CR), la sarcelle de Madagascar *Anas bernieri* (EN), le héron de Madagascar *Ardea humbloti* (EN), l'ibis sacré de Madagascar *Threskiornis bernieri* (EN) et le pluvier à bandes noires *Charadrius thoracicus* (VU)

Chaque année, Asity Madagascar et les communautés locales procèdent à la restauration des forêts de mangrove dans les zones marines et côtières de cette aire protégée. Cette restauration a pour objectif de maintenir l'intégrité des mangroves en tant qu'habitat crucial pour la biodiversité. Le projet a décollé en 2015 avec 10 hectares et à ce jour, 50ha de mangroves ont été restaurées. Dans cette aire protégée, les forêts de mangroves abritent de nombreux oiseaux marins, en particulier des espèces migratrices. Grâce aux efforts de restauration, les oiseaux d'eau migrateurs et locaux continuent de fréquenter leurs habitats dans les zones marines et côtières du site.

Nous avons constaté l'augmentation de la population de certaines espèces, dont ces quatre : le Pygargue de Madagascar *Haliaeetus vociferoides* (CR), la Sarcelle de Madagascar *Anas bernieri* (EN), le Héron de Madagascar *Ardea humbloti* (EN) et le Pluvier à bandes noires *Charadrius thoracicus* (VU) a augmenté de manière significative en 15 ans (de 2000 à 2015). La population de l'Ibis sacré de Madagascar *Threskiornis bernieri* (EN) reste stable

La présence de ces espèces dans les zones humides est une attraction écotouristique importante. Les activités touristiques dans les zones marines et côtières constituent une source de revenus supplémentaire pour la population locale grâce aux activités de guidage, hôtellerie et de restauration. Un événement annuel connu sous le nom de « Safari Birding » a été lancé sur le site. Cet événement vise à promouvoir l'observation des oiseaux en collaboration avec les communautés locales et les agents de tourisme locaux. Grâce à ces efforts, les populations locales peuvent enfin récolter les fruits de la conservation de la biodiversité.

« Il est essentiel que la population locale, principale bénéficiaire de ces ressources naturelles, comprenne l'importance d'une gestion prudente de ces ressources et de valeur ajoutée que cela rapporte à ses moyens de subsistance », note Vony

Raminoarisoa, directeur exécutif d'Asity Madagascar. « A l'avenir, nous voulons développer cette initiative d'écotourisme de sorte à l'amener à un niveau professionnel. Nous sommes actuellement à la recherche de professionnels du secteur du tourisme pour commercialiser l'événement « Safari Birding ». Cela permettra de pérenniser des gains obtenus par les communautés locales ».

« Il est essentiel que la population locale, principale bénéficiaire de ces ressources naturelles, comprenne l'importance d'une gestion prudente de ces ressources et de valeur ajoutée que cela rapporte à ses moyens de subsistance ».

Vony Raminoarisoa
directeur exécutif d'Asity Madagascar

2019	142
année où Asity Madagascar est devenu partenaire de BirdLife	Nombre d'adhérents au niveau national
5	235 km²
Number of Site Support Groups/ Nombre de groupes de soutien de site	Superficie des complexes de Mahavavy-Kinkony et Mangoky-Ihotry



Ibis sacré de Malagasy (*Threskiornis bernieri*) © Asity

NIGERIA



Des visiteurs profitant d'une promenade en bateau dans le parc @ NCF

Parc naturel de Finima – Géré par la FNC – classé comme site RAMSAR

Par Oladapo Soneye

Dans le monde entier, les écosystèmes des forêts et des zones humides fournissent des services essentiels au bien-être de l'homme. Outre la protection des bassins versants, la fourniture d'habitats et de zones de reproduction pour la faune et la flore sauvages ainsi que le soutien aux moyens de subsistance, les forêts et les zones humides jouent un rôle clé dans la modération du climat et constituent un important réservoir de carbone, jouant ainsi un rôle significatif dans le cycle mondial du carbone. L'effort mondial actuel d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dépend, dans une large mesure, de la gestion durable des forêts et des zones humides.

Au Nigeria, les écosystèmes forestiers se sont dramatiquement dégradés au cours de la dernière décennie. Selon une source de données de la Banque mondiale, le couvert forestier du Nigeria occupait 7,22 % en 2016 et continue à baisser. Au milieu de cette régression, des écosystèmes forestiers clés subsistent, notamment le Parc naturel de Finima.

Riche en forêts et en zones humides, le Parc naturel de Finima (FNP) est situé sur l'île de Bonny, dans l'État de Rivers. Le FNP couvre une superficie de 1000 ha qui abrite des forêts tropicales et des mangroves, ainsi que des zones de sol sablonneux importantes sur le plan écologique hébergeant

des étangs d'eau douce et des arbres entre les marécages et la plage. Le FNP abrite de nombreuses espèces sauvages, dont l'hippopotame pygmée et trois espèces de crocodiles ; des oiseaux classés par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) comme étant en danger critique d'extinction – le perroquet gris d'Afrique *Psittacus erithacus* et le vautour à capuchon *Necrosyrtes monachus* ; et des plantes classées comme vulnérables – Ekki *Lophira alata* et Fleroya (*Mitragyna*) *stipulosa*.

Créé en 1999, le FNP est né d'un consensus entre la Nigerian Liquefied Natural Gas Company (NLNG) Limited et les communautés de Finima pour protéger la forêt pour son intégrité et sa biodiversité sous le parrainage de la NLNG. La gestion de la Fondation nigérienne pour la conservation (FNC) a été lancée en 2011 en réponse à une demande de renseignements de la NLNG qui cherchait une organisation de conservation réputée pour gestion du Parc.

Mme Eyono Fatai-Williams, directrice générale des relations extérieures et du développement durable de la Nigerian Liquefied Natural Gas Company (NLNG) Limited, note que l'entreprise s'identifie sincèrement à l'aspiration mondiale qui consiste à promouvoir un écosystème sain où les humains et les autres êtres vivants peuvent coexister avec les opérations

commerciales. Ceci est lié à la vision de la FNC « où les gens prospèrent tout en vivant en harmonie avec la nature ».

« Outre le fait qu'il abrite de nombreuses espèces sauvages telles que les crocodiles nains, les troupes du singe Mona, les aigles vocifères et les perroquets gris africains, pour n'en citer que quelques-unes, le parc naturel fait partie de la contribution de l'entreprise aux objectifs de conservation nationaux et mondiaux, conformément à l'Agenda 21 de Rio, à la Convention de Ramsar et à la Convention sur la diversité biologique », indique Eyono.

Les opérations de la NLNG ont contribué à la baisse du statut de torchage du Nigeria, qui est passé de 65% en 1999 à moins de 20% aujourd'hui, ce qui représente une contribution énorme à la garantie d'un environnement sain dans la région du delta du Niger.

Aujourd'hui, le parc naturel de Finima sert d'habitat naturel à la flore et à la faune exceptionnelles endémiques de l'île de Bonny, mais aussi de point chaud pour l'écotourisme, avec plus de 23 000 visiteurs dans le parc en 2019. En octobre 2019, FNM a fêté ses 20 ans d'existence lors d'un événement qui a rassemblé des centaines de professionnels de la conservation, de passionnés de la nature, de fonctionnaires et d'universitaires pour célébrer cette étape importante en matière de conservation. Parmi les autres réalisations, citons :

Le prix national décerné dans le cadre du Energy Globe Award 2020 ; le prix IEMA 2020 pour l'impact sur le développement durable dans la catégorie « gains nets pour la biodiversité et l'environnement », une initiative menée par le Royaume-Uni pour récompenser la durabilité dans tous les secteurs ; l'élaboration d'un guide de gestion pour le parc ; l'augmentation de l'abondance des espèces dans le parc, en particulier les

singes et les oiseaux d'eau ; le renforcement des capacités des agents de terrain en matière de collecte de données et d'interprétation de la nature ; et 45 clubs de conservation scolaires avec une base de membres de plus de 2000 élèves.

La FNC suscite une prise de conscience de l'importance des zones humides qui sont en train de disparaître en raison de développements non durables sous forme de logements et d'infrastructures. « Au lieu de laisser les zones humides remplir leurs fonctions écologiques, économiques et hydrologiques, nous faisons des canalisations et construisons des barrages sur toutes les zones humides disponibles », déclare le Dr. Muhtari Aminu-Kano, directeur général de la FNC. « Les zones humides ne sont pas des terrains en friches, mais des terrains riches ! »

En 2019, la FNC a fait du parc naturel un modèle de reconnaissance nationale et internationale. Par l'intermédiaire du ministère d'État chargé de l'environnement, le gouvernement nigérian a, lors de la Journée mondiale des zones humides en février 2020, annoncé que le parc naturel de Finima sera reconnu comme un site Ramsar – une zone humide d'importance internationale – ce qui en fait le 12ème site Ramsar au Nigeria et le 3ème dans le delta du Niger.

L'objectif à long terme Fondation nigérienne pour la conservation est de gérer le Parc de manière durable jusqu'à ce qu'il ait un fonctionnement autonome.



2001	1143
Année au cours de laquelle la FNC est devenue partenaire de BirdLife	Nombre de membres au niveau national
6	1000 ha
Nombre de groupes de soutien sur site	Superficie couverte par le FNP

Durabilité écologique

Le pilier de la durabilité écologique de BirdLife défend les valeurs de la nature et promeut des politiques qui soutiennent la durabilité. Au niveau national, des conseils ont été fournis en vue d'atténuer l'impact des développements énergétiques sur les oiseaux en Afrique du Sud, au Kenya et au Ghana. Dans les bassins du lac Kivu et de la rivière Rusizi, entre le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo, les sources d'érosion ont été identifiées grâce à une technique scientifique appelée « caractérisation des sédiments ».

Depuis juillet 2019, BirdLife a apporté son soutien à quatre associations communautaires comptant au total environ 200 membres pour la mise en place et l'entretien de pépinières dans quatre bassins versants ciblés. Dans le cadre de ce pilier, nous soulignons comment le partenaire de BirdLife au Burkina Faso assure la promotion de la connectivité des zones protégées entre le Burkina Faso et le Ghana







Les éléphants à la recherche de nourriture dans le Pô dit Kaboré Tambi Parc national (P.N.K.T.) au Burkina Faso © Seydou Nacro

Protection des corridors transfrontaliers

Par Seydou Nacro

Au Burkina Faso, les écologistes préconisent des mesures et une législation pour sauver deux corridors biologiques menacés qui assurent la connectivité entre différents aires protégées du Burkina Faso et du Ghana.

KKabaté Naboam est agent des eaux et forêts dans la commune rurale de Ziou, dans le sud du Burkina Faso. Sous un ciel nuageux, balayé par une brise matinale, à plus de 20 km de son poste, il se prépare à sa routine quotidienne. Kabaté conduit sa moto tout terrain, reconnaissable à sa couleur verte naturelle, avec son arme sur l'épaule. Il a une tâche énorme à accomplir pour sensibiliser, traquer, réglementer, interdire ou sanctionner les contrevenants.

Quelques minutes plus tard, il se trouve au cœur du corridor de migration de la faune, ou corridor n°2, qui relie le Parc national du Pô dit Kaboré Tambi (P.N.K.T.) au Burkina Faso au Corridor oriental au Ghana. Ce corridor est soumis à d'énormes pressions ; des aires entières sont menacées de disparition. « Les animaux domestiques côtoient les animaux sauvages », s'indigne Kabaté. De l'autre côté du corridor, ces mêmes observations sont partagées.

Les deux couloirs de migration biologique – importants pour le maintien de la bonne santé de populations de la faune sauvages et de la diversité génétique – ont été créés grâce

au programme Po-Nazinga-Sissili (PONASI), volet du Projet de partenariat pour l'amélioration de la gestion des écosystèmes naturels (PAGEN), mis en œuvre entre 2002 et 2007, grâce à un financement de la Banque mondiale. Avec la création de ces deux corridors, la faune pourrait se déplacer librement entre le Burkina Faso et le Ghana ou entre les différentes aires protégées du complexe Po-Nazinga-Sissili (PONASI).

Face à la possibilité de la disparition des deux corridors, les défenseurs de l'environnement ont retroussé leurs manches pour venir à la rescousse de ces habitats. Sous la direction de NATURAMA, BirdLife Burkina Faso, ils mobilisent une communauté de défenseurs. L'objectif général de ce plaidoyer est de sécuriser les corridors biologiques en formulant des lois et des règlements qui permettra de garantir le statut juridique des corridors et les protéger de manière durable.

Le programme vise également à contribuer à l'opérationnalisation de l'Accord de coopération sur les ressources naturelles signé entre le Burkina Faso et le Ghana en 2008. L'accord vise à rendre effective la connectivité biologique entre les aires protégées, à prendre en compte les intérêts des différentes parties prenantes, à définir leurs droits et responsabilités, à créer des dispositifs de gouvernance légitimes pour tous et à rendre les corridors efficaces et viables d'un point de vue opérationnel et financier.

Le groupe de plaidoyer a été créé dans le cadre du programme « Ressources partagées, solutions partagées » de l'Union internationale pour la conservation de la nature, chapitre du Pays-Bas et du WWF Pays-Bas, financé par le ministère des affaires étrangères. Ce programme est mis en œuvre au Burkina Faso par NATURAMA, l'Association pour la gestion des ressources naturelles et de la faune de la Comoé-Léraba (AGEREF/CL) et l'Association pour la gestion de l'environnement et du développement (AGED).

Pour relever les principaux défis auxquels sont confrontés les corridors de la faune, le groupe de plaidoyer a pu mener plusieurs activités. Entre autres, il a organisé des visites des corridors, une campagne de sensibilisation dans les communes limitrophes des deux corridors, des visites pour présenter l'initiative aux autorités administratives, régionales et communales, une conférence de presse, des émissions de radio et de télévision. Il a également délivré un message au ministre de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique ainsi qu'aux communautés. Grâce à l'engagement du ministre, un comité de travail technique chargé de faire des propositions concrètes pour un statut juridique approprié pour les deux corridors a été mis en place.

« Nous avons lancé un plaidoyer pour engager les différents acteurs et les populations des communes riveraines des corridors afin de prendre des mesures positives au profit des corridors biologiques. Nous voulons également mieux informer les décideurs gouvernementaux sur la nature du régime juridique qui pourrait régir le fonctionnement, la gestion et le développement de ces corridors car le vide juridique qui règne sur ces écosystèmes menace leur existence et remet en cause les avantages qu'ils peuvent offrir aux communautés ».

Idrissa Zèba,
directeur exécutif de NATURAMA

1997 année où NATURAMA est devenu partenaire de BirdLife	40 Nombre d'associations et de clubs adhérents de NATURAMA au niveau national
3 Nombre de groupes de sites établis	2008 année de signature de l'Accord de coopération sur les ressources naturelles entre le Burkina Faso et le Ghana

Les populations

Au cœur du partenariat de BirdLife se trouve l'engagement pris avec les communautés locales afin de catalyser le soutien en faveur de la nature et de promouvoir les actions de conservation à l'échelle locale. Dans toute l'Afrique, plus de 18 partenaires mettent en œuvre la stratégie du programme d'engagement et d'autonomisation au niveau local (LEEP).

À ce jour, au moins 300 groupes voués à la conservation ou groupes de soutien sur sites à l'échelle locale sont actifs dans les ZICO du continent et bénéficient de projets de subsistance qui lient la conservation de la nature à l'amélioration du bien-être et de la qualité de vie des populations. Dans le cadre de ce pilier, nous présentons la manière dont les partenaires de BirdLife au Burundi, en Égypte, au Maroc, aux Seychelles, en Sierra Leone et en Zambie renforcent l'autonomie des populations.





Community women harvesting groundnuts in the Kambwabu farm plot



Les bénéficiaires du projet du site de Kagimbu en commune Murwi rangent les sacs pépinières remplis de terre pour procéder au semis (© Jean de Dieu)

La fibre de bananier comme alternative à la pollution plastique

Par Joseph Bizimungu

Le plus souvent, pour faire pousser des plants de forêt, d'agroforesterie ou d'arbres fruitiers dans les pépinières, on se sert des sacs en plastique. En juin 2019, l'Association burundaise pour la protection de la nature (ABN) a cherché à changer cette tendance en introduisant une méthode plus écologique de culture des semis. Toutefois, le défi était de taille : comment faire pousser plus de neuf cent mille (900 000) plants pour deux projets, Climate Resilient Altitudinal Gradients (CRAG) et The Nature Conservancy (TNC), sans avoir recours à des sacs pépinières en plastique ?

L'ABN a recommandé aux communautés du site l'utilisation de sacs pépinière en fibre de bananier. Cette solution présente de nombreux avantages. Étant donné qu'ils sont fabriqués à partir d'une combinaison spéciale de feuilles et de tige de bananier, il n'est pas nécessaire de les extraire pendant la plantation car ils se décomposent de manière naturelle pour devenir du fumier.

L'utilisation de sacs de pépinières en fibre de bananier a produit un certain nombre d'effets positifs. Sur le plan économique, la fabrication de ces sacs permet aux communautés de gagner de l'argent pour subvenir à un certain nombre de leurs besoins. Sur le plan environnemental, il s'agit de sacs non polluants, ce qui présente un avantage en matière de lutte contre la pollution des sacs en plastique non biodégradables couramment utilisés dans la production de plants.

Au mois de juillet 2019 qui a marqué le début de l'installation des pépinières, la fabrication des sacs était lente, mais le rythme s'est rapidement accéléré. À la fin de la période allouée, nous avons pu atteindre et même dépasser l'objectif escompté - un total de neuf cent quatre-vingt-treize mille (993 000) sacs en fibre de bananier fabriqués sur tous les sites - Gitorwa et Rutando dans la commune de Mugina ; et Kagimbu et Mushanga dans la commune de Murwi, tous situés dans la province de Cibitoke au nord-ouest du Burundi.

Les plants ont très bien poussé dans les pépinières. Au départ, on craignait qu'ils y avait trop de plants pour les sites choisis, et qu'il serait donc impossible aux seuls habitants des sites choisis de faire le travail de plantation sans l'aide des communautés voisines. Bonne surprise - les communautés environnantes sont venues prêter main forte à la plantation, et ont également ramené un bon nombre de plants chez eux.

L'Association burundaise pour la protection de la nature (ABN) est membre de BirdLife International depuis 1999 et compte actuellement 152 membres. Elle a déjà mis en place 25 groupes de soutien de sites. Grâce à cette expérience, l'ABN a pu démontrer que la lutte contre les sacs plastiques polluants lors de la multiplication des plants d'arbres est possible. Cette

initiative peut servir de modèle à reproduire ailleurs pour combattre la pollution plastique émanant de l'utilisation des sacs de pépinière.

« Sans l'avoir essayé, nous n'aurions pas su si c'était faisable ou non. Lors de la multiplication des plants en pépinière, les sacs en fibre de bananier remplaceront définitivement les sacs en plastique non biodégradables ».

Jean de Dieu Bucankura
coordinateur du projet ABN





Le musée virtuel du Wadi Degla

Par Association égyptienne pour la conservation de la nature

Wadi Degla est plus qu'un club sportif ou une équipe de football – c'est l'un des seuls habitats naturels de la région du grand Caire, souvent considéré comme la porte du Caire vers le désert oriental. Déclaré aire protégée en 1999, Wadi Degla abrite diverses espèces de plantes et d'animaux ; renard roux, rat à queue de plume, chauve-souris à petite queue, entre autres. Il abrite des formations géologiques impressionnantes, taillées dans des roches calcaires qui sont restées figées dans l'environnement marin à l'époque de l'Éocène dans le désert oriental (il y a 60 millions d'années).

Nature Conservation Egypt (NCE, BirdLife in Egypt) a lancé, en 2018, un projet original connu sous le nom de Musée virtuel Wadi Degla (WDVM), grâce à un financement du Programme de petites subventions (PPS) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le musée virtuel Wadi Degla présente une expérience éducative pionnière qui permet de sensibiliser les amoureux de la nature sur différentes thématiques, dont, la protection de l'environnement, l'histoire et la géologie dans un environnement mobile et dynamique. Grâce à cette perspective nouvelle, le WDVM inspire et informe ses utilisateurs sur l'importance de l'Aire protégée de Wadi Degla.

« Compte tenu de l'objectif de NCE de sensibiliser le public au patrimoine naturel égyptien et de le faire apprécier, nous avons

dû réfléchir de manière critique et imaginer à quoi pourrait ressembler un musée naturel accessible qui puisse toucher tout le monde dans toute l'Égypte. C'est ainsi que l'idée d'un « musée virtuel » nous est venue, musée qui, contrairement aux musées traditionnels, peut se déplacer, voyager et diffuser des connaissances sur les aires protégées d'Égypte grâce à des lunettes de RV portables ».

Ce projet unique vise à sensibiliser le public à l'importance de la zone naturelle du Wadi Degla ; et à fournir une éducation environnementale, géologique et historique aux écoliers et aux jeunes par le biais d'une expérience interactive, dynamique et immersive, en plus d'inspirer et d'informer la communauté locale sur l'importance de la conservation de la nature. Le projet repose sur l'utilisation de la technologie comme moyen de rapprocher le public de la nature. Il documente, visualise et produit du matériel éducatif sur Wadi Degla sous forme de 3-D, couvrant divers sujets tels que l'histoire géologique, la biodiversité et les écosystèmes et les activités respectueuses de la nature dans le Wadi Degla.

WDVM utilise les dernières technologies de réalité virtuelle (RV) pour diffuser ses vidéos dans des espaces mobiles uniques qui se déplaceront à travers l'Égypte afin de partager l'expérience avec le plus grand nombre de publics possible. Une fois invitée à une conférence ou à un événement communautaire, l'équipe construit un espace portable où les

utilisateurs pourront découvrir Wadi Degla en réalité virtuelle. Ils expliquent aux utilisateurs comment faire fonctionner le dispositif de RV, les invitent à s'asseoir sur un tabouret muni d'un couvercle en demi-sphère, spécialement conçu pour l'isolation sonore surround. Ils peuvent choisir de suivre le message soit en langues anglaise ou en arabe. Les utilisateurs peuvent alors effectuer une visite virtuelle de cette aire protégée. Après la visite virtuelle, l'équipe WDVM distribue des dépliants ou des affiches contenant des informations éducatives supplémentaires sur Wadi Degla.

Jusqu'à présent, le projet a atteint plus de 1 000 spectateurs. Parmi les personnes interrogées, 70 % ont déclaré qu'elles chercheront probablement ou très probablement des informations supplémentaires sur le site, 83 % ont déclaré qu'elles visiteront probablement ou très probablement le site, et 59,6 % ont déclaré qu'elles souhaitent se porter volontaires pour le projet et poursuivre leur engagement.

Le musée virtuel Wadi Degla construit un modèle pilote servant de l'innovation et de la technologie comme moyen de conservation de l'environnement, déclenchant ainsi d'importantes conversations sur le rôle que joue la technologie dans la protection de la biodiversité en Égypte et dans le reste de l'Afrique. En montrant aux communautés locales les merveilles de la nature et en les encourageant à pratiquer l'écotourisme et d'autres activités respectueuses de la nature dans la zone naturelle de Wadi Degla, le projet devrait contribuer à la génération de revenus permettant d'améliorer la vie des membres de la communauté ainsi que des recettes pour la gestion de l'aire protégée et le maintien des efforts de conservation de l'organisation.

2018

année où NCE est devenu partenaire de BirdLife

75

Nombre d'adhérents au niveau national



Un tour visuel du patrimoine naturel égyptien © NCE



Réhabilitation des salines pour la conservation et la protection des oiseaux migrateurs et l'appui aux moyens de subsistance traditionnels

Par Hicham Elgatem

Les zones humides de Bas Loukkos sont situées dans le nord-ouest du Maroc, à 160 kilomètres au nord de la capitale Rabat et à 80 kilomètres au sud de la ville de Tanger. Les zones humides sont constituées d'un grand complexe marécageux et estuarien occupant les plaines de l'oued Loukkos. L'estuaire couvre une superficie de 3 600 hectares et est une extension de la ville de Larache, qui possède de nombreux aménagements hydro-agricoles. Il abrite d'importantes populations d'oiseaux migrateurs dont plusieurs espèces rares et menacées.

Bas Loukkos a été reconnu comme site important pour la biodiversité, ce qui a conduit à son inclusion dans le Plan directeur des aires protégées du Maroc en 1996. En outre, il a été proposé comme site Ramsar dans le cadre d'une étude pour la classification de 20 nouveaux sites dans le pays.

Les salines de Lixus sont un site important dans la ville de Larache. Des milliers d'oiseaux côtiers et migrateurs se rassemblent chaque année sur ce site. Les salines sont composées d'une série de bassins de décantation et de canaux à différents niveaux d'eau, offrant une série d'aires d'alimentation pour les oiseaux et créant une sorte de marais salant. Parmi les espèces d'oiseaux particulières que l'on peut

observer, on trouve le flamant rose (*Phoenicopterus roseus*), la mouette d'Audouin (*Larus audouinii*), la spatule blanche (*Platalea leucorodia*) et le fuligule nyroca (*Aythya nyroca*), une espèce presque menacée. En outre, les salines sont liées au site archéologique de Lixus, ce qui souligne l'importance culturelle et naturelle du site.

Lorsque les salines ont cessé de fonctionner en 2010, les populations locales ont perdu leurs occupations traditionnelles et les salines ont subi une grave dégradation environnementale, menaçant le bien-être des oiseaux en visite. En conséquence, le GREPOM (Groupe de Recherche pour la Protection des Oiseaux au Maroc – partenaire de BirdLife Maroc), avec le soutien de VBN (Vogelbescherming – partenaire de BirdLife Pays-Bas) et l'Initiative Nationale pour le Développement Humain de la Province de Larache, a entrepris un projet visant à restaurer les salines.

Les salines sont un excellent exemple permettant d'illustrer et de démontrer que la conservation de la nature et les opportunités économiques pour les populations locales peuvent aller main dans la main. Le projet de réhabilitation des salines de Lixus est un excellent exemple de développement durable, dans le sens où ces salines jouent un rôle majeur à

la fois comme écosystème d'accueil d'oiseaux migrateurs et comme source de revenus pour la communauté locale.

Le projet se concentre sur deux éléments clés, à savoir la conservation de la nature et l'autonomisation économique par l'augmentation des revenus des communautés et la promotion du potentiel éco-touristique de la région. Afin d'identifier les travaux de réhabilitation nécessaires, GREPOM a effectué plusieurs missions sur le terrain avec d'anciens paludiers, ingénieurs et membres de l'équipe de l'Initiative nationale pour le développement humain dans la province de Larache, afin de définir la portée des travaux de réhabilitation. Un certain nombre d'autres études ont été réalisées – une évaluation de l'impact environnemental du projet et une étude du marché du sel dans la province de Larache. GREPOM a soutenu la création d'une coopérative, appelée « Selarache », pour commercialiser le sel.

A ce jour, 39 hectares de salines ont été réaménagés. Selarache exploite déjà les nouvelles salines et s'est lancée dans la vente du sel. La réhabilitation a permis le retour des oiseaux migrateurs qui viennent pour se reproduire et à la recherche d'aliments. Le projet de réhabilitation des salines de Larache s'est avéré être l'un des projets de conservation les plus réussis de la ville de Larache, au bénéfice de la nature et des communautés locales.



SEYCHELLES



La CBC permet aux jeunes de participer aux activités de conservation dans la vie réelle (Photo - Liz Mwambui)

Une plongée profonde dans l'histoire du premier « Conservation Boot Camp » au monde

Par Liz Mwambui

Prenez une minuscule réserve spéciale de 29 ha. Ajoutez à cela plus de 50 ans de succès en matière de conservation qui ont permis de sauver des espèces d'oiseaux endémiques, d'augmenter le nombre de tortues qui font des nids et transmettre des mots d'espoir en matière de restauration des récifs coralliens. Ajoutez y une passion démesurée pour la conservation de la nature de la part des individus. Mettre sur pied un programme permettant aux jeunes de participer aux activités réelles de conservation dans un cadre idyllique. Ce que vous obtenez est le programme hors sentiers battus dénommé Conservation Boot Camp (CBC). Une première mondiale, il se produisait chaque mois pour quelques chanceux dans la réserve spéciale de l'île de Cousin, aux Seychelles... jusqu'à ce que la pandémie de Covid-19 s'est déclenché !

Mis au point par le Dr Nirmal Shah, directeur général de Nature Seychelles (partenaire de BirdLife aux Seychelles), le CBC donne aux jeunes la chance de s'immerger au cœur de la nature, tout en acquérant des compétences en matière de conservation et des aptitudes à la vie qui leur permettront de donner un coup de pouce à leur carrière. Alors que la conservation est devenue un choix de carrière de plus en plus populaire pour les jeunes, de nombreuses organisations se plaignent que les jeunes diplômés n'ont pas la bonne attitude

ou les compétences pratiques suffisants pour travailler dans le domaine de la conservation sur le terrain. Pourtant, il n'y a pas beaucoup d'endroits où l'on peut s'exposer rapidement à ces deux domaines.

« La conservation est une science, un art et un état d'esprit. De par leur nature même, les cours universitaires ne permettent pas d'acquérir les outils physiques, mentaux et émotionnels permettant de travailler dans ce domaine pluridisciplinaire », explique le Dr Shah. « C'est la raison pour laquelle j'ai mis en place le CBC ; pour combler le fossé entre ce qui est appris en classe et ce qui est absorbé en travaillant avec les gens et en faisant face à des situations sur le terrain ».

Entre mai 2017 et décembre 2019, 86 participants provenant de 23 pays des 5 continents ont suivi ce programme très populaire. Ils ont pris part à certains des travaux à long terme couronnés de succès sur l'île Cousin, qui comprenaient la surveillance des oiseaux terrestres endémiques, des tortues de mer, des oiseaux marins et de la végétation, les services de guide rattachés à l'écotourisme, la lutte contre les espèces envahissantes et l'entretien des îles. La méthode d'enseignement adoptée était l'apprentissage par la pratique associé à une formation sur le terrain pour les travaux sensibles tels que la surveillance des

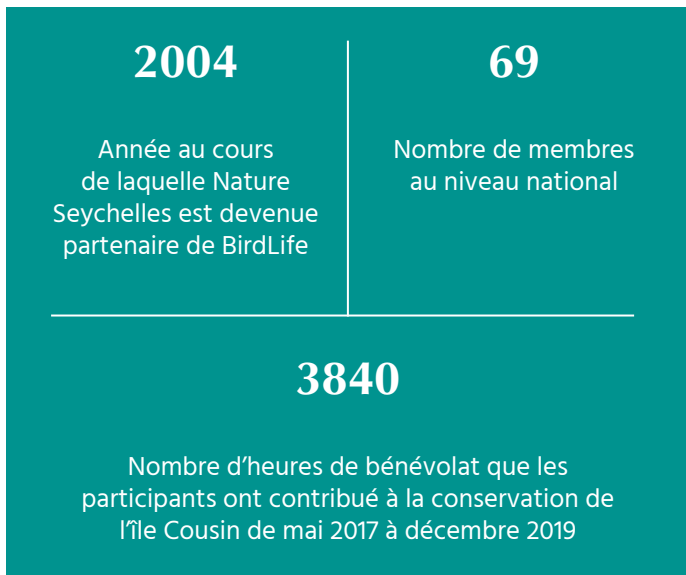
oiseaux marins et des tortues. Au total, ils ont consacré 3840 heures de bénévolat à la conservation de l'île Cousin, soit l'équivalent de 480 jours de travail.

Le CBC a transmis plusieurs compétences et qualités de caractère essentielles pour le marché, telles que la collaboration, la communication, la pensée critique et la résolution de problèmes, la curiosité, l'adaptabilité et la conscience sociale et culturelle. Le CBC a pris un maximum de 6 personnes par session, chaque session durant 4 semaines et ayant lieu sur l'île de Cousin, île de conservation de renommée mondiale achetée par BirdLife International pour sauver la fauvette des Seychelles et gérée par Nature Seychelles depuis plus de 20 ans. Un programme de deux semaines a ensuite été mis en place pour répondre à la demande.

Reconnue comme un établissement privé de formation et d'enseignement selon la loi des Seychelles, Nature Seychelles a délivré un certificat d'achèvement à l'issue de cette formation. Le programme offrait une généreuse réduction de 25 % aux citoyens africains et aux employés des partenaires de BirdLife.

La grande majorité des étudiants ont adoré leur séjour dans la nature. « C'est une expérience fantastique que de pouvoir être autorisé à contribuer à la protection d'espèces endémiques comme la pie rouge-gorge des Seychelles tout en apprenant les méthodes scientifiques de terrain », indique Malena Mogwitz, venue d'Allemagne.

« Avant de venir, j'avais peur. Même avec une formation universitaire dans le domaine, j'étais encore incroyablement cloisonnée. Une grande partie de mon éducation se limitait aux manuels et aux microscopes », explique Annam Raza du Pakistan. « J'étais convaincue que je n'allais pas être capable de m'y prendre : Je ne serais pas assez en forme physiquement, je me ferais une entorse à la cheville et je passerais le reste de mon temps au lit et, finalement, je ne serais pas capable d'accomplir toutes les tâches. Heureusement, rien de tout cela s'est déroulé comme je l'imaginais ».



Le CBC a bénéficié d'un appui financier du projet de financement des zones protégées coordonné par le gouvernement des Seychelles, le PNUD et le FEM entre avril 2016 et décembre 2019 qui a assuré la rémunération d'un coordinateur à plein temps du CBC ainsi que le paiement de l'équipement et du matériel. Le coordinateur a géré le processus de candidature et a reçu et intégré les participants dans le programme. Le responsable de la conservation a dirigé les travaux de conservation, tandis que le chef des gardes a géré toute la logistique. L'un des points forts, et en fait un grand succès, a été que Nirmal Shah, un conservateur renommé, a rencontré chaque participant pour discuter de ses expériences, de ses motivations et de ses projets actuels et futurs.

Le marketing s'est fait par le biais d'agences de placement et de publicités sur les médias sociaux payants, les sites web et les imprimés. Bien que le CBC ait surtout attiré des jeunes intéressés par la conservation, elle a également accueilli un petit nombre de personnes qui venaient juste pour faire de l'expérience. Des magazines trimestriels ont été publiés pour partager les histoires et l'impact personnel des participants.

Au début de l'année 2020, le CBC a été reconnu comme l'un des 10 meilleurs programmes de formation à la conservation au monde par Conservation Careers, un centre d'orientation professionnelle de premier plan pour les conservateurs. « Le CBC n'est pas votre programme de formation traditionnel », dit le Dr Shah « Il est difficile de le catégoriser, mais à en juger par les commentaires des participants, son impact sur les carrières et le développement personnel est énorme. C'est ce qui compte en fin de compte – avoir changé positivement la vie des gens ».





CSSL fournit des outils agricoles, semences et nourriture à la communauté en échange du travail © CSSL

Soutenir les moyens de subsistance alternatifs pour sauver les forêts

Par Abdul Dumbuya et George Ganda

La Conservation Society of Sierra Leone (CSSL) – partenaire de BirdLife – est à la pointe de la conservation de l’environnement en Sierra Leone. La Société fournit des conseils politiques, entreprend des activités d’éducation environnementale, facilite l’apprentissage et la défense des bonnes pratiques de conservation, met en œuvre des projets de conservation et de moyens de subsistance durables et facilite la recherche sur la biodiversité. Un aspect essentiel des programmes de la CSSL est le soutien aux moyens de subsistance.

Depuis 2017, CSSL soutient les communautés autour de la réserve forestière de Kambui Hills South, dans la chefferie de Nongowa, dans le district de Kenema, à l’est de la Sierra Leone, grâce à un financement de la fondation Aage V. Jensen Charity par l’intermédiaire de BirdLife International. L’objectif est d’améliorer la conservation effective de l’écosystème et de la biodiversité de la forêt des collines de Kambui et d’orienter une approche de gestion forestière communautaire pour la protection du parc national de la forêt tropicale humide de Gola et dans toute la Sierra Leone.

Le programme de conservation de la forêt tropicale de Gola, aujourd’hui considérée comme zone protégée de renommée mondiale, a été lancé par CSSL et le département des forêts en 1990. Le site a été inauguré par le président de la Sierra Leone en tant que parc national en 2011 et est maintenant

géré par une société à responsabilité limitée dans le cadre du programme REDD+

Le projet de la conservation de la zone forestière des collines de Kambui a démarré par une enquête socio-économique effectuée en 2017 afin de fournir des données de base sur les communautés environnantes qui permettraient d’orienter le processus de gestion forestière communautaire (CBFM) et de suivre son impact. Les résultats ont indiqué que les communautés tirent leurs moyens de subsistance de la forêt, à la fois par le biais de produits forestiers non ligneux et ligneux. Il y a des mines d’or et de diamant dans la région, qui ont le plus grand impact sur la forêt, ainsi que les activités de chasse pour gibier et de déforestation pour la production de charbon de bois. La plupart des habitants ont peu ou pas d’éducation et sont analphabètes, ce qui accroît leur dépendance vis-à-vis de l’agriculture et du travail manuel pour leur subsistance.

Pour inverser cette situation, CSSL et les communautés en bordure de forêt autour de la réserve forestière en septembre 2018 se sont mis d’accord pour se lancer dans la culture de l’arachide – choisie comme moyen de subsistance alternatif parmi les nombreux choix proposés lors des consultations avec les parties prenantes par le biais du Comité communautaire de gestion forestière (CFMC) mis en place par l’organisation. Par la suite, toutes les communautés environnantes en bordure de

forêt ont bénéficié d'un don de trois boisseaux d'arachides et des outils de travail agricoles et d'un programme « nourriture contre le travail » par le biais de CSSL. Dans le village de Kambuwabu, deux acres et demie ont été consacré à la culture d'arachides dans le cadre de ce programme.

Après une récolte abondante en 2019, les communautés ont accepté de vendre une partie des arachides et d'en garder une partie comme semences. Les membres ont réalisé un chiffre d'affaires d'environ 17.000.000 Le - 18.000.000 Le (environ 1.750 \$ US) grâce à ces ventes. Un programme de crédit a été mis en place par les membres des communautés en bordure de forêt, pour les aider à pourvoir à leurs besoins et les encourager à travailler dur pour maintenir la culture d'arachides et essayer d'améliorer leurs rendements. Tous ces efforts ont été consentis en vue de décourager les communautés d'éviter la pratique des activités agricoles dans les zones de montagne et celles liées à la destruction des forêts.

Aujourd'hui, les communautés ont accepté de se lancer dans la culture de l'arachide sur de plus grandes parcelles et de participer pleinement à la mise en place d'une culture de riz de bas-fond et de riz des marais dans les vallées intérieures sur une partie de leurs parcelles. Ceci a incité une majorité des membres des communautés de la chefferie de Nongowa situées en bordure de forêt à se lancer dans la riziculture de plaine et la culture de l'arachide.

Le secrétaire du CFMC, Sheku Sannoh, a déclaré : « Nous nous sentons très chanceux d'avoir bénéficié de cette opportunité pour la première fois. Aucune organisation ne nous a jamais réunis et ne nous a apporté un tel soutien. Nous remercions donc CSSL et bailleur pour cette initiative louable visant à sauver notre environnement d'une dégradation continue ».

Le directeur du projet, George Ganda, a exprimé sa satisfaction pour le niveau élevé de participation et de soutien reçu des communautés et a déclaré : « Nous avons prévu d'entreprendre une étude d'évaluation de la biodiversité afin de déterminer le niveau de présence de la biodiversité dans vos forêts, puis de procéder à la délimitation de la forêt communautaire (CF), de produire des cartes de toutes les chefferies ciblées (Koya, Niawa, Small Bo et Nongowa) et enfin d'ouvrir la voie à la création de forêts communautaires dans toutes les chefferies avant la fin du projet ».

Il a poursuivi en disant qu'ils prévoyaient d'élaborer un plan de gestion des forêts communautaires et de mettre à jour les règlements existants en y incluant un chapitre traitant des questions de conservation de l'environnement. Dans cette partie du district de Kenema, l'enthousiasme des communautés à garantir l'intégrité de leurs forêts gagne du terrain, tout comme la compréhension de l'importance de la biodiversité parmi les communautés en bordure de forêt et au-delà, grâce au soutien de la fondation Aage V. Jensen Charity par l'intermédiaire de CSSL. En raison de la pandémie de COVID-19, certaines activités n'ont pu être achevées avant la fin du projet en mai 2020. Toutefois, CSSL a récemment reçu un soutien financier de l'Union européenne par l'intermédiaire de l'UICN pour mettre en œuvre un projet de trois ans (projet BIOPAMA) qui s'appuiera sur les acquis du projet soutenu par la fondation Aage V. Jensen Charity.

1986

année où CSSL est devenu partenaire de BirdLife

588

Nombre d'adhérents au niveau national

15

Nombre de groupes de soutien de site



Causerie éducatives à l'école Shiloh's school © BWZ

Accompagnement de jeunes défenseurs de l'environnement/ conversationnistes

Par Christelle Makonga

« Les enfants apprennent ce qu'ils vivent » et « on apprend mieux étant jeune ». Tels sont les dictons constituant la pierre angulaire du programme de conservation de BirdWatch Zambia (BWZ).

En 2005, BirdWatch Zambia a mis en place un programme de conservation destiné aux élèves sur tout le territoire national. L'un des aspects clés de ce programme était qu'il s'agit projet d'éducation à la conservation financé par Elephant Charge (EC), rallye 4X4 annuelle qui a lieu en Zambie depuis 2008 pour collecter des fonds destinés à la conservation. A ce jour, Elephant Charge a accordé quatre subventions à BirdWatch Zambia pour soutenir l'éducation à la conservation par le biais de conférences, de matériel et d'activités de sensibilisation sur l'importance de la conservation et de la vie des oiseaux au profit des élèves des écoles en Zambie. Actuellement, le projet couvre environ 30 écoles sur tout le territoire national.

Le projet d'éducation à la conservation emploie différents moyens pour faire passer son message, dont, des clubs de conservation, le développement de supports pédagogiques (art, chansons, pièces de théâtre, affiches, infographies et présentations PowerPoint), et la facilitation de la publication

d'un bulletin d'information sur l'éducation à protection de l'environnement qui est distribué à 30 écoles chaque trimestre. Grâce à ce financement, les élèves peuvent participer à des activités de plein air telles que des promenades dans la nature et la commémoration de journées importantes du calendrier de la conservation.

« Je suis membre engagé du club de conservation depuis le collège et j'apprécie les voyages éducatifs en plein air dans divers endroits et les activités de plantation d'arbres dans les écoles », déclare Jacqueline Zulu, élève de douzième année à l'école mixte de Chisamba.

En 2019, un concours d'art scolaire a été organisé dans le cadre des activités commémorant le 50e anniversaire de BirdWatch Zambia. Ce concours, destiné aux enfants de 5 à 14 ans, a attiré plus de 300 élèves de 11 écoles. Les participants devaient dessiner n'importe quel oiseau zambien à l'aide de tout matériel décoratif dont ils disposaient, et donner une brève description de l'oiseau qu'ils avaient dessiné. Le gagnant, Jack Harrison, a dessiné un oiseau-soleil. Au total, ce projet éducatif a vu participé 1 445 élèves en 2019, ce qui souligne sa portée.

En mars 2020, BWZ avait étendu ses clubs de conservation de 25 à 30 écoles dans tout le pays. Dans l'ensemble, la participation et l'intérêt des élèves ont augmenté de manière significative. Grâce au soutien d'« Elephant Charge », BWZ a mené avec succès des discussions dans 15 écoles et a réussi à toucher 971 élèves entre janvier et mars 2020. On espère qu'une fois que les écoles rouvriront, BWZ pourra mener davantage d'activités éducatives. En 2021, BWZ prévoit de toucher 15 écoles supplémentaires, de développer un documentaire basé sur les différents projets de conservation et d'engager les élèves à plus grande échelle par le biais d'activités telles que des concours et des commémorations annuelles.

« C'est très encourageant de voir que les élèves n'oublient pas ce qu'on leur enseigne dans les clubs nature. Grâce à cela, nous sommes en mesure de former une génération de jeunes écologistes, engagés dans la protection de l'environnement ».

Kelvin Mkandawire,
un responsable de BWZ

2005	102
année où BWZ est devenue partenaire de BirdLife	Nombre d'adhérents au niveau national
11	30
Nombre de groupes de soutien de sites établis	Nombre d'écoles touchées par le programme de conservation BWZ au niveau national



Séance de sensibilisation sur les vautours à l'école primaire de Musikili © BWZ

PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE BIRDLIFE AFRICA



ADEMOLA AJAGBE
DIRECTEUR RÉGIONAL



AHMED DIAME
RESPONSABLE DU PROJET SUR LES
PRISES ACCESSOIRES



ALEX NGARI
GESTIONNAIRE DU PROGRAMME
DES OISEAUX MIGRATEURS ET
DES VOIES DE MIGRATION



ALFONSO HERNANDEZ RÍOS
COORDINATEUR DU PROGRAMME DE
CONSERVATION MARINE EN AFRIQUE
DE L'OUEST



ANTOINETTE OTIENO
COORDINATEUR DE L'UNITÉ
D'ADMINISTRATION



BABACAR GUEYE
COORDINATEUR DES FORÊTS
D'AFRIQUE



DALPHINE ADRE
COORDINATEUR DE L'UNITÉ
FINANCIÈRE



DENNIS KIBERA
FONCTIONNAIRE DES FINANCES



DIPALI MUKHERJEE
RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT
DES CAPACITÉS



EMMANUEL WANYAMA
AGENT PRINCIPAL DES FINANCES ET
DE L'ADMINISTRATION



EMMANUELLE MAHE
RESPONSABLE DE PROJET SOUS-
RÉGIONAL POUR L'ÉQUIPE DE MISE
EN ŒUVRE RÉGIONALE DU CEPF



ELENA SERRA SÁNCHEZ
CHARGÉ DE COMMUNICATION



GEJA ROOSJEN FALL
COORDINATEUR DES PARTENARIATS ET
DU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS



GEOFFROY CITEGETSE
RESPONSABLE DE L'INITIATIVE
RELATIVE À LA VOIE DE MIGRATION DE
L'ATLANTIQUE EST



JEAN-BAPTISTE DEFFONTAINES
CHEF DU BUREAU DES PROJETS



KEN MWATHE
COORDINATEUR DE LA POLITIQUE ET DE
LA COMMUNICATION



LEWIS KIHUMBA
RESPONSABLE DE LA
COMMUNICATION



LITONEY OLIVEIRA
RESPONSABLE DU PROJET PRINCIPLE



LIZ AUTON
CONSULTANT EN COLLECTE DE FONDS



LUCIA WAY - BRICAULT
CONSULTANT EN COLLECTE DE FONDS
ET DÉVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE
DE L'OUEST

PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE BIRDLIFE AFRICA



MAME BETTY DIOUF
ASSISTANT DU PROGRAMME
MARITIME



MARIA CONCEICAO
CHARGÉ DE PROJET À SAO TOME



MARION TAFANI
CONSEILLER TECHNIQUE



MARQUINHA MARTINS
RESPONSABLE DE TERRAIN, PROJET
ECOFAC6



MARIANA BASTOS CARVALHO
CHEF D'ÉQUIPE DE L'ÉQUIPE RÉGIONALE
DE MISE EN ŒUVRE DU CEPF (FONDS DE
PARTENARIAT POUR LES ÉCOSYSTÈMES
CRITIQUES)



NGONE DIOP
RESPONSABLE DU PROJET SUR LES
OISEAUX DE MER CÔTIERS



OUMAR BA
INSTRUCTEUR SUR LES PRISES
ACCESSOIRES



PAUL KARIUKI NDING'ANG'A
CHEF DE LA CONSERVATION



PAUL NGAFAK
RESPONSABLE DE PROJET SOUS-
RÉGIONAL POUR L'ÉQUIPE DE MISE EN
ŒUVRE RÉGIONALE DU CEPF



PAUL SILAI TENDENG
GESTIONNAIRE DE PROJETS
PÉTROLIERS ET GAZIERS



REBECCA OKONGO
ASSISTANT ADMINISTRATIVE



ROGER PIRES
RESPONSABLE DES FINANCES ET DE
L'ADMINISTRATION, PROJET ECOFAC6
TECHNICAL ADVISOR - CONSEILLER TECHNIQUE



ROSEMARY OMBIMA
ASSISTANT DE BUREAU



RUTH AKAGU
RESPONSABLE DES PETITES
SUBVENTIONS POUR L'ÉQUIPE
RÉGIONALE DE MISE EN ŒUVRE DU CEPF



SAMUEL BAKARI
AGENT DE CONSERVATION DES
VAUTOURS



SAMUEL TEMIDAYO OSINUBI
COORDINATEUR DES PROGRAMMES
DE CONSERVATION



SOLANGE SAMB
RESPONSABLE ADMINISTRATIVE



THANDIWE CHIKOMO
CHEF DU BUREAU DE DAKAR
CHEF DES PARTENARIATS ET DU
DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

PARTENAIRES DE BIRDLIFE AFRICA



جمعية أصدقاء الطيور
Association "Les Amis des Oiseaux"



BirdLife International, Secrétariat du Partenariat
pour l'Afrique,
Bâtiment Westcom Point
6e étage, avenue Mahiga Mairu, à l'extérieur
Waiyaki Way, Westlands,
Boîte postale 3502-00100 GPO
Nairobi, KENYA